



مِطْطَبَةُ الْعَالَمِ الْإِسْلَامِيِّ لِلتَّرْبِيَةِ وَالْعِلْمِ وَاللِّتْقَانِ
ISLAMIC WORLD EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION
ORGANISATION DU MONDE ISLAMIQUE POUR L'ÉDUCATION, LES SCIENCES ET LA CULTURE



"THE SOCIETIES WE WANT" JOURNAL
مجلة «المجتمعات التي نريد»
LE JOURNAL "LES SOCIÉTÉS QUE NOUS VOULONS"

2

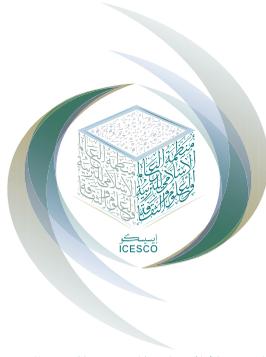
PERSPECTIVES ON PEACE,
CITIZENSHIP AND RESILIENCE
IN CRISES, CONFLICT AND
POST-CONFLICT CONTEXTS

السلام، والمواطنة
والقدرة على الصمود
في سياقات الأزمات
والصراعات وما بعد الصراعات

PAIX, CITOYENNETÉ
ET RESILIENCE DANS LES
CONTEXTES DE CRISE, DE
CONFLIT ET POST-CONFLIT

يوليو
JUILLET 2020 JULY





مِطْطَبَةُ الْعَالَمِ الْإِسْلَامِيِّ لِلتَّرْبِيَةِ وَالْعِلْمِ وَاللِّقَابَةِ
ISLAMIC WORLD EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION
ORGANISATION DU MONDE ISLAMIQUE POUR L'ÉDUCATION, LES SCIENCES ET LA CULTURE

"THE SOCIETIES WE WANT" JOURNAL
مجلة «المجتمعات التي نريد»
LE JOURNAL "LES SOCIÉTÉS QUE NOUS VOULONS"

2

PERSPECTIVES ON PEACE,
CITIZENSHIP AND RESILIENCE
IN CRISES, CONFLICT AND
POST-CONFLICT CONTEXTS

السلام، والمواطنة
والقدرة على الصمود
في سياقات الأزمات
والصراعات وما بعد الصراعات

PAIX, CITOYENNETÉ
ET RESILIENCE DANS LES
CONTEXTES DE CRISE, DE
CONFLIT ET POST-CONFLIT

يوليو
JUILLET 2020 JULY

SOMMAIRE

Préface	7
Allocution d'ouverture de S.E Dr Salim AlMalik	9
<i>Directeur Général de l'ICESCO</i>	
Allocution de l'invité d'Honneur S.E M Adama Dieng	13
<i>Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention du génocide</i>	
Mme Ramata Almany Mbaye	17
<i>Directrice du Secteur des Sciences Humaines et Sociales, ICESCO</i>	
L'importance de la Paix, de la Citoyenneté et de la Résilience dans le travail de l'ICESCO	
M. Maman Sidikou Sambo	21
<i>Secrétaire Permanent du G5 Sahel</i>	
Coopération régionale pour la paix	
Professeur Abdel Rahamane Baba-Moussa	25
<i>Secrétaire général de la Conférence des Ministres de l'éducation des Etats et Gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN)</i>	
Education et vivre ensemble au 21^{eme} siècle	
M. Mabingué Ngom	33
<i>Directeur Régional du Fonds des Nations Unies pour la Population, pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (UNFPA/WCARO)</i>	
Dividende démographique et paix	
Dr. Emile Kemayou	37
<i>Economiste politique principal au Bureau de coordination des États en transition-Groupe de la Banque africaine de développement</i>	
Dimensions économiques de la paix et de la résilience	



M. Bouramah ALI HAROUNA	47
<i>Secrétaire général de la Conférence des Ministres de la jeunesse et des sports des pays ayant le français en partage (CONFEJES)</i>	
Jeunesse et sport pour la citoyenneté au service de la paix	
M. John Crowley	51
<i>Secteur des Sciences Sociales et Humaines, UNESCO</i>	
Construire la paix par la promotion d'une citoyenneté globale	
M. Abdoulaye Sène	55
<i>Secrétaire Exécutif du 9e Sommet Mondial de l'Eau « Dakar 2021 »</i>	
L'eau dans la paix et la résilience	
M. Mamadou Diop	61
<i>Représentant Régional Action Contre la Faim (ACF), pour l'Afrique de l'Ouest</i>	
Les défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones de conflit : la faim instrumentalisée	
M. Mohamed Irshad	65
<i>Membre fondateur et président de Roses of Peace (Singapour)</i>	
Rôle de la religion dans la paix et la cohésion sociale	
Dr. Niagalé Bagayoko	71
<i>Présidente de l'African Security Sector Network</i>	
Promouvoir une approche démocratique et citoyenne de la sécurité	
Dr. Bakary Sambe	75
<i>Directeur de Timbuktu Institute African Center for Peace Studies</i>	
Crises et conflits au sahel : pour une valorisation des résiliences communautaires	
M. Alioune Ndiaye	79
<i>Chef Division Paix, Gouvernance et Citoyenneté</i>	
<i>Direction des Sciences Humaines et Sociales, ICESCO</i>	
Bilan et perspectives : une vision et un agenda pour construire la paix et la résilience autour de nos complémentarités	

PREFACE

LA PAIX COMME PREALABLE AU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET HUMAIN

L'UNESCO, dans sa nouvelle vision, accorde une place importante aux questions de paix et de citoyenneté, ce qui justifie la création, au sein du Secteur des Sciences Humaines et sociales, d'une division qui s'occupe de ces questions. Cela procède de notre forte conviction qu'un environnement de paix et de stabilité est un préalable à tout processus de développement social et humain. Ainsi, la prévention des conflits et la construction de la paix, par la citoyenneté, les arts, les sports en impliquant les jeunes, les femmes et les leaders religieux sont au cœur de notre action. Il s'y ajoute aussi, la promotion de la recherche et d'un dialogue entre décideurs et chercheurs pour des échanges de perspectives dans une optique de fertilisation croisée.

Ce numéro est donc le fruit de notre rencontre virtuelle tenue dans le cadre de la Série de webinaires « Les Sociétés Que Nous Voulons » dont le thème était « **Paix, Citoyenneté et Résilience dans les contextes de crise, de conflit et post-confit** ».

Fidèles à notre approche qui met en avant une vision holistique permettant de prendre en compte les multiples dimensions qui interagissent dans le cadre des questions de paix et de sécurité, nous avons voulu susciter un dialogue et un échange de perspectives à un triple niveau.

D'abord entre diverses organisations et institutions internationales pour qu'elles exposent leur vision de la prévention des conflits et de la construction de la paix ainsi que leur agenda dans le cadre d'un échange d'expériences et de bonnes pratiques.

Ensuite, nous avons voulu explorer les différents aspects qui interviennent dans les causes et les dynamiques des violences et conflits, telles que l'économie, la démographie, l'insécurité alimentaire, la question de l'eau, la manipulation des identités sociales et religieuses.

Enfin, nous avons fait un tour d'horizon des mécanismes de prévention, de résolution et de construction de la résilience, ainsi que la gouvernance des forces de sécurité avec un accent particulier sur le Sahel.

Ce numéro se veut une contribution essentielle aux études de paix et de sécurité, à l'attention aussi bien des chercheurs que des décideurs. Ils y trouveront une diversité et une multidisciplinarité qui, selon nous, sont nécessaires dans la compréhension des différents enjeux liés à la paix et à la sécurité et dans la définition des mécanismes de prévention et de résolution.

Nous espérons qu'il contribuera à l'édification de sociétés pacifiques, un pilier essentiel de notre vision des « **Sociétés Que Nous Voulons** ».

Mme Ramata Almamy Mbaye

Directrice du Secteur des Sciences
Humaines et Sociales

OPENING SPEECH

S.E DR SALIM ALMALIK

Director General
Islamic World Educational, Scientific
and Cultural Organization
(ICESCO)



"We must ensure that, in the face of all these common challenges to peace and security, we act as ONE WORLD, ONE HUMANITY. To this end, ICESCO emphasizes on Education for Peace with a special attention to Youth, Women and Religious Leaders.▼"

Excellency the Special Adviser of the UN Secretary General for the Prevention of Genocide,

Distinguished Guests, Dear participants,

First, I would like to wish a happy and blessed Eid El -Fitr. May Allah SWT accept our good deeds and bless the global community with a bright future of peace, love, health and prosperity in years ahead.

It is my pleasure to welcome you all today in this very important virtual meeting on Peace, Citizenship and Resilience in Conflict and Post-Conflict Contexts to discuss what I strongly believe must be the priority of everything we do together-preventing conflict, crisis and sustaining peace and resilience through the idea of global citizenship.

COVID-19 pandemic is the latest amongst a long list of crises that have hit the world in our era of globalization, revealing our fragilities, vulnerabilities and lack of strong common commitment and action to preserve our ecosystem for our peoples and the future generations.

This pandemic is a culmination of everything that has gone wrong in our planet up until this day.

Despite living in one shared planet, our countries and societies have never been as fragmented as it is today with the unprecedented number of wars and conflicts across the globe.

For example, some regions like the Sahel countries are facing water and food resources which threatens population access to livelihood and food security while hindering economic activity and increasing youth unemployment. The interplay of all these factors create a fertile ground for the rise of extremism and armed violence especially with the Youth.

Excellencies,

We must ensure that, in the face of all these common challenges to peace and security, we act as ONE WORLD, ONE HUMANITY. To this end, ICESCO emphasizes on Education for Peace with a special attention to Youth, Women and Religious Leaders by developing their social and emotional ability to resist to violence and extremism and promote peaceful settlement of conflicts.

ICESCO also inculcates a spirit of global citizenship amongst people across the globe, for them to think beyond their home country, and feel a sense of belonging for our shared planet and a common destiny for everyone regardless of religion, race or values.

We will launch in the next coming weeks a vast advocacy program for the integration of Peace and Citizenship in the Education System.

All that is happening to us today gives us a strong signal on the urgent necessity to take action and embark on a deep transformational process of our societies.

We are indeed at a crossroads of human civilization. We can choose to remain with the status quo, or we can muster the courage to stand up against these wrongs and create a better society from this point.

COVID-19 and a multitude of other pandemics, as well as wars, will continue to test our resolve as one humanity. We can continue to sleep, or wake up, and do something about it. As Allah SWT mentions in the Quran in Surah Al-Inshirah, "For Every Hardship, Comes Ease".

This is the time for us to prevail, let us take that first step.

It is my hope that ending wars, violent extremism, civil conflicts, gender-based violence and preventing health crisis should be the priorities of every single human being, every single citizen.

I express ICESCO's determination to contribute to achieve the goal of a conflict-free Islamic World and Africa, and above all a conflict-free World, to make peace a reality for all people especially for girls, women, the most vulnerable and to rid our common humanity of wars, civil conflicts, human rights violations, humanitarian disasters and violent conflicts, and to prevent genocide.

This webinar series is a unique opportunity for us to gather decision makers, experts, academics and the society as a whole to come together to share experiences, knowledge, and revisit measures towards a concerted strategy to build and reinforce Peace, Citizenship and Resilience in the World and in Africa.

I take the opportunity to our today gathering, picture of Unity, Solidarity to announce that ICESCO will launch a Fellowship Program to support and encourage young researchers to better understand the social and human impact of the crisis and conflict in our life.

Ladies and Gentlemen, Distinguished Guests

My call responds to the aspirations of the Islamic world for sustainable development and a peaceful, resilient and prosperous future; so I strongly believe that the high level, diverse and rich panel prove that indeed this message is something that we all fully recognize. I therefore, invite all the Development, Research and Humanitarian stakeholders, all countries to cooperate, to set aside differences in order to work for the common good of billions of people and build The Societies We Want !

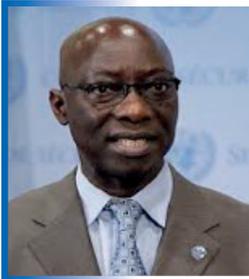
Wassalamualaikum.



SPECIAL GUEST

H.E MR ADAMA DIENG

Special Adviser of United Nations Secretary
General for the Prevention of Genocide



“In the long term, if we are serious about building societies that are peaceful and inclusive - we need to look closely at the root causes of the division and hate that exist within our societies and that was amplified during this pandemic. We must promote societies that are based on inclusion, respect for human rights and the rule of law and where diversity is seen as a strength not a weakness.”

Excellencies,

Ladies and gentlemen,

It is my great pleasure to join you today for the launching of the ‘Societies we want’ initiative by the Islamic World Educational, Scientific and Cultural Organization (ICESCO).

I am glad to see that despite the immense challenges countries and societies are facing today in responding to the immediate impact of the COVID-19 pandemic, there are also important reflections taking place on how we can come out of this pandemic stronger by building more inclusive and resilient societies.

As the United Nations Secretary-General has stated on many occasions, **“COVID-19 does not care about who we are, where we live, what we believe or about any other distinction.”**

No country is immune to it, and during the last few months we have seen the pandemic affect almost all countries, crossing borders, dividing communities and families, exposing and aggravating existing social and economic divisions and pushing many societies to the brink.

Indeed, the COVID-19 pandemic has had far reaching impact beyond the public health sphere. The UN Secretary-General has highlighted in his policy briefs both the socio-economic as well as the human rights implications of this crisis.

One of the consequences of the COVID-19 pandemic that we have witnessed is the alarming surge in hate speech, stigmatization and discrimination.

We have witnessed individuals belonging to certain racial, national, ethnic and religious groups, migrants, refugees, and foreigners being blamed and vilified for spreading the virus. In some cases, this is grounded in prejudice, misinformation and rumors. However, there have also been more insidious instances where hate speech in the COVID-19 context has been used to target already vulnerable populations.

COVID-19 related hate speech has serious implications, both in the short and long term. It makes those targeted more vulnerable to violence, exposes them to exclusion, isolation and stigmatization. It also inhibits them from accessing medical care and other vital services.

It may also exacerbate underlying social and economic inequalities, aggravates drivers of violence and undermines social cohesion. In its most serious form, COVID-19 related hate speech can be an indicator of the risk of atrocity crimes and it may trigger social unrest or violence.

It is crucial therefore to ensure that our response to the COVID-19 pandemic does not come at the expense of fundamental human rights and values. That we base it on inclusion and solidarity, rather than division and hate. The best way to rebuild our societies is by ensuring that our response is robust but proportionate and based on respect for the fundamental human rights of all populations.

To support Member States in this regard, the United Nations has issued different policy guidance and are actively providing support at national and international level. I mentioned earlier the Secretary-General's policy briefs on the socio-economic and human rights impact of COVID-19. Similar briefs have also been issued looking at the specific impact on women, children, persons with disabilities and older persons, amongst others.

On 11 May, my office issued a specific guidance on COVID-19 related hate speech. It sets out concrete recommendations to Governments, civil society, media, religious leaders and tech companies on addressing this alarming phenomenon. It builds on the UN Strategy and Plan of Action on Hate Speech that was launched by the Secretary-General in June last year. I encourage all of you to include the recommendations of these policy and guidance documents in the implementation of this initiative.

Dear friends,

The United Nations Secretary-General has consistently stated that overcoming the COVID-19 pandemic and its socio-economic consequences requires enhanced cooperation and multilateralism.

On 23 March, he appealed for a global ceasefire urging all warring parties “to silence the guns” in order to facilitate the conditions for the delivery of aid, create the space for diplomatic engagement, and address the needs of those most vulnerable to the pandemic.

The appeal has received wide support around the globe, from Heads of State and Government to regional partners, civil society and religious leaders and actors. So far, 110 countries and 26 conflict parties have signed onto the global appeal. However, we still witness some groups persisting with belligerent pursuits – we have seen continued hostilities in Libya and Syria for example. We have also seen attacks in Somalia by Al Shabab and in Afghanistan we saw a horrific attack against a hospital in Kabul earlier this month – to mention just a few. I appeal to all groups to lay down their arms and support the UN Secretary-General’s appeal.

In his Ramadan statement, the UN Secretary-General also called for all religious leaders and actors to support global efforts against the pandemic. I was pleased to see that following this call, the Kingdom of Morocco organized a virtual high-level conference on the role of religious leaders to address the multiple challenges related to the virus.

In the long term, if we are serious about building societies that are *peaceful and inclusive* - we need to look closely at the root causes



of the division and hate that exist within our societies and that was amplified during this pandemic. We must promote societies that are based on inclusion, respect for human rights and the rule of law and where diversity is seen as a strength not a weakness. I believe this is fundamental to reaching the **'Societies we want'**. The 2030 Sustainable Development Agenda and the Sustainable Development Goals provides an excellent framework in this regard.

Education also plays an essential role in this process, as it is one of the most powerful tools, we have to address root causes of hate. Through education, we can instill values based on human rights and non-discrimination and ensure that people have the skills needed to be critical of those that spread ideologies of hatred and division, both online and offline.

This is one of the core commitments of the UN Strategy and Plan of Action on Hate Speech. In order to effectively implement this commitment, the Secretary-General has called for an inter-ministerial conference to be organized with this particular focus.

The conference, which is being organized by my Office in collaboration with UNESCO, will bring together Ministers of Education, experts and other key groups including youth, with the goal of setting out good practices and recommendations, as well as a concrete commitment from Member States to implement these recommendations at national level.

To conclude ladies and gentlemen,

As you move ahead in your conceptualization and implementation of this important initiative, I encourage you to base it on the fundamental rights and freedoms set out in international human rights law. I also encourage you to implement it in the spirit of the 2030 Sustainable Development Agenda of 'leaving no one behind'. This is the best means in which we can achieve the "Societies We Want."

I look forward to the outcome of your deliberations.

I thank you.

L'IMPORTANCE DE LA PAIX, DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA RÉSILIENCE DANS LE TRAVAIL DE L'ICESCO

Mme RAMATA ALMAMY MBAYE

Directrice du Secteur des Sciences
Humaines et Sociales, ICESCO



"Pour l'ICESCO, il faut construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes en leur dotant de valeurs, attitudes et comportements qui peuvent être alimentées par des principes religieux qui militent en faveur du dialogue, de la tolérance, de la solidarité, pour favoriser la paix au quotidien."

Toutes les sociétés humaines éduquent leurs enfants en fonction de ce qu'elles attendent d'eux. Du point de vue de l'histoire de l'humanité, les sociétés humaines recherchent la paix et la stabilité à des fins de pouvoir affronter le présent, un présent fondé, bien sûr, les acquis du passé pour ainsi mieux préparer l'avenir.

En tant que civilisation, l'Islam par sa racine même confirme l'importance capitale de la paix dans la vie des sociétés humaines. En effet, « **en arabe, les lettres Sîn, Lâm et Mîm lorsqu'elles sont liées, donnent le sens de «paix». On retrouve cette même racine dans notre formule de salutation, le Salâm.** »

Donc la paix est la voie royale qui conduit au développement, mène à tout ce à quoi on aspire en termes de bien-être. Cela revient à ce que le Mahatma Gandhi disait : « **Il n'y a pas de chemin vers la paix, la paix est le chemin** ». Plus loin encore dans le passé, la première convention relative aux droits de l'homme, et qui est né en cette terre d'Afrique, la Charte de Kurukan Fuga initiée par l'empire mandingue en 1236, prônait notamment la paix sociale dans la diversité, l'inviolabilité de la personne humaine, l'éducation, l'intégrité de la patrie, la sécurité alimentaire, l'abolition de l'esclavage par razzia, la liberté d'expression et d'entreprise.



La multiplication des défis au niveau mondial et les nouvelles formes d'inégalités, d'exclusion, de violence et de sectarisme entraînent une intolérance sociale qui nuit à la cohésion de l'humanité.

Pour l'ICESCO, il faut construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes en leur dotant de valeurs, attitudes et comportements qui peuvent être alimentées par des principes religieux qui militent en faveur du dialogue, de la tolérance, de la solidarité, pour favoriser la paix au quotidien.

La promotion des valeurs culturelles et religieuses fonde notre approche d'éducation à la paix, à la citoyenneté et de la non-violence qui se reflète dans l'ensemble de nos domaines d'activités que ce soit l'éducation à tous les niveaux et sous toutes ces formes, les sciences, la culture, la communication.

Pour l'ICESCO, il est essentiel d'engager les Etats et les acteurs au développement en faveur de la consolidation de la paix, la médiation, la prévention et la résolution des conflits, l'éducation à la paix, l'éducation aux droits de l'homme, l'éducation à la non-violence, la tolérance, l'acceptation d'autrui, la cohésion sociale, le respect mutuel, le dialogue interculturel et interreligieux et la réconciliation, en tenant compte des facteurs liés au développement. La culture de la paix concerne tout un chacun et doit être un effort collectif pour renforcer la cohésion sociale tout en tenant compte des diversités.

C'est dans cet esprit que l'ICESCO a créé, en 2008, mais concrétisé par la signature d'un accord entre la République de Côte d'Ivoire et l'ISESCO en octobre 2013, le Centre régional de l'ISESCO pour l'Education à la Culture de la Paix (CRECP) qui est logé au sein de la Fondation internationale Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix à Yamoussoukro.

Le CRECP a pour mission de promouvoir, dans les États africains francophones membres de l'ISESCO, l'éducation à la culture de paix dans les systèmes et programme éducatifs, de renforcer les capacités de leurs formateurs dans le domaine de la culture de la paix, et de faciliter l'intégration de l'éducation à la culture de la paix dans les programmes d'enseignement scolaire et universitaire. Le CRECP développe ainsi un programme continu d'éducation aux valeurs humaines qui vise à *faire de l'école le creuset de la citoyenneté. L'école est ici vue au*

sens large du terme, c'est-à-dire tous les espaces d'apprentissages et de sociabilité. Et comme le soulignait l'ancien ministre ivoirien de l'enseignement supérieur lors de l'ouverture officielle du centre : « **un espace d'égalité et de fraternité humaine, un espace qui ouvrira la voie à l'instauration d'une vie commune, fondée sur les valeurs de la paix et de la solidarité et établie par les enfants qui formeront une jeunesse capable de construire l'avenir** ».

Nous avons parlé de sociétés pacifiques, inclusives, justes dans l'initiative lancée récemment par l'ICESCO je veux nommer le projet de société « **Les Sociétés Que Nous Voulons** », parce que les nombreux crises, conflits et tensions qui traversent notre monde déstabilisent nos économies, nos systèmes éducatifs et fragilisent nos solidarités sont souvent nés de l'incivisme et de l'éloignement voire du désengagement des citoyens du processus démocratique, d'où l'importance que l'ICESCO accorde à la notion de citoyenneté dans sa nouvelle vision. Pour ce faire, L'ICESCO travaille avec les acteurs de développement et du monde de la recherche pour une meilleure gestion des conflits. Nous entendons par là identifier et promouvoir un ensemble de mécanismes destinés à remédier aux situations de conflits virtuels ou effectifs.

A travers son observatoire sur les transformations sociales, l'ICESCO mène des réflexions afin de mieux imaginer des mécanismes innovants et efficaces et de nouvelles attitudes qui permettront d'éduquer les populations à la culture de la paix, gage d'un développement harmonieux de nos pays.

COOPERATION REGIONALE POUR LA PAIX

M. MAMAN SIDIKOU SAMBO

Secrétaire Permanent du G5 Sahel



"**P**aix, citoyenneté et résilience ne se décrètent pas en haut lieu. Il s'agit avant tout de réalités locales, portées par des acteurs et incarnées par des institutions diverses-collectivités décentralisées, organisations de producteurs, autorités morales, pour ne citer que ces dernières!"

Salam alaykum / que la Paix soit sur vous !

Merci à l'Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture pour l'organisation de ce moment de partage.

La situation que nous connaissons invite à mobiliser le plus large éventail des savoirs conférés par Allah à ses créatures – savoir, savoir-vivre, savoir-faire ... C'est donc un plaisir d'échanger avec vous mes perspectives sur « **Les Sociétés Que Nous Voulons** » au Sahel et bien au-delà, tant la pandémie actuelle nous rappelle à quel point nos destinées sont liées.

Je vous parle depuis Nouakchott, où se trouve le siège d'une organisation régionale créée voici six ans à l'initiative du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. Ces cinq Etats comptent 80 millions d'habitants répartis sur un espace sahélo-saharien à cheval sur le Maghreb, l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Les situations sont diverses dans un espace de 5 millions de kilomètres carrés où paix et prospérité coexistent avec conflits et pauvreté. Il est donc inexact de réduire le Sahel à une « **zone de conflit et post-conflit** ».

Par ailleurs, je ne connais pas de sociétés qui n'aient pas connu de conflits – songez par exemple aux conflits sociaux, qui sont une dimension incontournable du droit du travail. Il faut donc revoir notre perception, et tenter de porter un regard équilibré et exact – car on guérit difficilement quand le diagnostic est inexact.

Il convient d'identifier les moyens de construire des sociétés stables et prospères. Cela passe, bien évidemment, par la résolution des conflits les plus violents. Mais cela suppose également une réflexion sur les conditions d'une prospérité partagée. Nous ne pouvons faire l'économie d'un effort collectif vers une plus grande justice.

Il s'agit tout d'abord d'un impératif moral, auquel le Saint Coran nous exhorte : « **Ô les croyants ! Observez strictement la justice et soyez des témoins (véridiques) comme Allah l'ordonne, fût-ce contre vous-mêmes, contre vos père et mère ou proches parents** » *sourate 4. an-Nisa', verset 135.*

C'est aussi la condition d'une plus grande concorde pour que le consensus autour des valeurs fondamentales d'une société soit la meilleure assurance pour garantir sa pérennité. Il nous faut donc interroger nos valeurs, et procéder au « réarmement moral » appelé de nos vœux par un nombre croissant de Sahéliens.

« Les Sociétés Que Nous Voulons » ne peuvent tourner le dos à notre passé et nos cultures. Elles doivent au contraire mobiliser leur génie pour relever les défis du présent et tirer parti d'un potentiel considérable – trop souvent méconnu.

Comment faire ? Il faut tout d'abord ancrer notre travail dans l'existant. Prenons l'exemple du Liptako Gourma, une zone à cheval sur trois Etats – le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Il s'agit d'une région où l'intégration régionale voulue par les gouvernements gagnerait à s'inspirer de celle des citoyens et des collectivités décentralisées.

Nous sommes partis du constat que « paix, citoyenneté et résilience » ne se décrètent pas en haut lieu. Il s'agit avant tout de réalités locales, portées par des acteurs et incarnées par des institutions diverses – collectivités décentralisées, organisations de producteurs, autorités morales, pour ne citer que ces dernières.

Mu par cette conviction, avec le concours de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), nous avons appuyé le « Sahel de demain ».

Personnellement, je suis circonspect quand j'entends certains appeler au « **retour de l'Etat** ». Parfois, il est vrai, l'insécurité a conduit certains agents de l'administration à quitter leur zone d'affectation. Souvent, l'administration est peu présente dans nombre de régions rurales. Cependant, les collectivités décentralisées recèlent de compétences et d'opportunités qui ne demandent parfois qu'à être recensées et soutenues.

Nous devrions donc moins nous attacher au « retour de l'Etat » - vu comme un déploiement d'agents venus de la capitale – qu'à notre capacité à traduire la décentralisation en actes. Je ne dis pas que c'est aisé et rapide, je souligne cependant que c'est possible – et que cela porte ses fruits.

Qu'avons-nous donc fait ?

Nous sommes partis des besoins, car nous avons l'ambition de contribuer à l'amélioration tangible des conditions de vie des Sahéliens en facilitant l'accès à des services de qualité. Pour les identifier, notre projet pilote s'est appuyé sur les priorités des citoyens traduites en programmes d'investissement par leurs administrations municipales.

En 2019 et 2020, le Projet d'Aménagement Territorial Intégré (PATI) a été mis en œuvre par la Cellule de Coopération décentralisée transfrontalière des collectivités territoriales du Sahel (C3Sahel). Basée à Dori (au Burkina Faso), cette initiative pilote de coopération transfrontalière rassemble des municipalités des régions du Sahel (Burkina Faso), de Tombouctou (Mali) et de Tillabéri (Niger).

Dans une région comptant 5,5 millions d'habitants et abritant 30 % du cheptel des trois pays, nous avons ciblé l'économie pastorale et la santé des populations (résidentes, déplacées et réfugiées). Avec l'UEMOA, nous avons voulu renforcer la chaîne de valeur de l'élevage au moyen d'infrastructures bénéficiant aux acteurs des filières concernées (aménagements pastoraux, points d'eau, couloirs de passage, pistes à bétail et hangars, abattoir).

Nous savons que la paix la plus précieuse est celle dont on oublie les bienfaits. C'est la concorde résultant de la satisfaction réciproque



d'intérêts différents et conciliables. Le cheptel cherche l'herbe, où qu'elle se trouve. Il offre en retour, du lait, du cuir, de l'engrais et de la viande. Il n'y a donc aucune fatalité à ce qu'un éleveur et un agriculteur s'affronte. Les conflits surviennent quand toute l'ingénierie sociale requise pour les prévenir ou les gérer n'existe plus.

C'est ici que le concept de « citoyenneté » prend tout son sens – car on ne peut contraindre des hommes à faire la paix. « Allah appelle à la demeure de la paix et guide qui Il veut vers un droit chemin » *sourate 10. Yunus ; verset 25*).

L'aspiration à la concorde n'est le monopole d'aucune croyance, elle est la condition première pour que règnent sécurité et développement. C'est pourquoi, à notre sens, il convient d'appuyer les initiatives d'autorités morales qui, dénuées d'ambitions partisans, appellent les parties aux conflits à se ressaisir autour de l'essentiel.

A titre d'exemple, les progrès de l'épidémie de la COVID-19 ont conduit l'émir du Liptako à publier un appel à une trêve humanitaire.

En guise de conclusion, la coopération régionale pour la paix doit être une œuvre collective. Elle suppose le leadership des gouvernements, mais elle ne peut réussir que si nous parvenons à la traduire en actes concrets.

Les Sahéliens coopèrent par-delà les frontières, ils accueillent des centaines de milliers de réfugiés sans plaintes ni manifestations xénophobes. Pourtant, les besoins ne font pas défaut – en infrastructures, en services, en accès au crédit ...

Nous devons donc cibler les chaînes de valeur créatrices de « solidarités mécaniques » entre éleveurs et agriculteurs, ruraux et citadins. Là où des femmes et des hommes partagent un intérêt, les conflits s'éclipsent et les différends prennent le relais.

Œuvrons donc, ensemble, pour qu'Etats et citoyens du Sahel disposent des outils leur permettant de transformer leur potentiel en prospérité partagée.

Je vous remercie pour votre attention.

EDUCATION ET VIVRE ENSEMBLE AU 21^{ÈME} SIECLE.

PROFESSEUR ABDEL RAHAMANE BABA-MOUSSA

Secrétaire général de la Conférence des Ministres de l'éducation des Etats et Gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN)



L'exclusion scolaire est en général aussi précurseur à l'exclusion sociale et économique, et de nombreux jeunes sont contraints à « **se débrouiller** » dans le secteur économique informel ou à l'exode rural ou encore l'émigration, s'ils ne sont récupérés dans les groupes radicaux de tous genres. ¶

Je voudrais avant tout remercier chaleureusement l'ICESCO qui a bien voulu associer la CONFEMEN dans ces réflexions sur cette thématique importante.

La Conférence des ministres de l'Education des Etats et gouvernements de la Francophonie est l'une des premières institutions intergouvernementales de la Francophonie qui regroupe 44 membres. Il agit principalement à travers deux programmes phares : le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) et l'Observatoire de la qualité de l'Education. (OQE). La CONFEMEN a apporté sa contribution dans la réalisation des OMD et participé activement à la définition du nouvel agenda pour l'Education 2030. La CONFEMEN s'est engagée à accompagner ses Etats et gouvernements membres dans la réalisation des ODD qui accorde une part importante aux questions de paix citoyenneté et développement durable.

Après un rappel de l'importance de la paix et de la citoyenneté comme composante du vivre ensemble nous tenterons de relever les insuffisances des systèmes éducatifs de la francophonie dans ce cadre et nous proposerons les approches de solution en guise de perspective.

➤ Paix et citoyenneté comme axe important du vivre ensemble dans la Francophonie

Vivre ensemble, en paix, est l'objet d'une quête permanente avec la reconnaissance des droits naturels des êtres humains. Pour l'UNESCO « **apprendre à vivre ensemble, à vivre avec les autres** » est un pilier essentiel de l'apprentissage tout au long de la vie et renvoie à la nécessité de comprendre et d'accepter la diversité des êtres humains pour une coexistence pacifique et solidaire. Vivre ensemble, c'est développer une citoyenneté mondiale (devenir « citoyen du village planète », selon Delors, 1997) ; ce qui suppose aussi de préserver l'environnement dans la perspective du développement durable.

Souvent, la notion de « **République** » basée sur les droits de l'homme et la démocratie, est instituée comme une réponse à la quête du vivre ensemble et la notion de citoyenneté qui confère aux personnes l'égalité des droits et devoirs à tous sert de fondement à la République. Les valeurs citoyennes, empreintes d'universalité et fondées sur les notions de liberté et d'égalité, sont censées transcender les valeurs communautaires et favoriser la construction du vivre ensemble en réduisant les barrières qu'élève l'appartenance à des catégories sociologiquement déterminées.

Or actuellement, dans un certain nombre de pays francophones, la création des « républiques » peut revêtir un caractère artificiel, car liée au processus historique de colonisation, décolonisation et luttes d'indépendance. Les républiques qui en ont découlé sont alors moins des « **Etats-nations** » que des « **Etats-multi-nations** » marqués par des clivages ethnolinguistiques et ethno communautaires exacerbés dans des luttes politiques générant parfois des conflits fondés sur des différences ethnolinguistiques. Dans ce contexte, la réponse citoyenne, pour être efficace doit se doubler d'une réponse éducative. « **Apprendre à vivre ensemble devient alors un enjeu central des systèmes éducatifs** ».

➤ Comment les systèmes éducatifs font-ils face à cette exigence ?

La plupart des systèmes éducatifs francophones sont construits autour l'institution scolaire, élitiste et privilégiant les connaissances intellectuelles et le mode scolaire de transmission au détriment des

autres savoirs et formes de transmission. Or ce modèle, comporte plusieurs insuffisances face à la quête du vivre ensemble.

Constat de la forte déperdition et de l'exclusion d'une part importante des apprenants

Plus de 265 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et 22% d'entre eux ont l'âge de scolarisation primaire. Plus de la moitié d'entre eux vivent en Afrique subsaharienne et environ 50 % des enfants en âge de scolarisation primaire qui ne sont pas scolarisés sont dans des zones touchées par un conflit. La situation est préoccupante en Afrique subsaharienne avec le terrorisme et au sein de la CONFEMEN (Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Cameroun...).

En effet, il s'agit souvent d'un système pyramidal qui valorise principalement les savoirs intellectuels. S'il accueille de plus en plus d'apprenants au primaire, ce système en exclut tout autant au fur et à mesure que monte vers l'enseignement supérieur. Ainsi, on passe de taux de scolarisation souvent supérieurs à 100 % au primaire (avec la diversité des âges réels d'entrée comparés à l'âge scolaire officiel), à des taux d'environ 60 % au secondaire premier cycle puis à 20-30 % environ au second cycle du secondaire (Baba-Moussa, 2020). A cela s'ajoute dans le contexte actuel, la pandémie de COVID-19 qui, malgré la mobilisation internationale pour la continuité éducative, laisse dans le sahel des milliers d'élèves sans possibilité de suivre l'école.

Des insuffisances dans les acquis d'apprentissage et l'insertion socioprofessionnelle

Selon les résultats de l'évaluation du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) réalisé dans dix pays d'Afrique subsaharienne en 2014 : la quasi-totalité des systèmes éducatifs primaires évalués, en début de cycle, plus de 70 % des élèves n'ont pas atteint le niveau « suffisant » en langue et plus de 50 % en mathématiques. En fin de cycle, près de 60 % des élèves sont en deçà de ce niveau dans les deux disciplines » (CONFEMEN, 2015).

De même, dans plusieurs pays, la grande masse des actifs n'a souvent pas – ou a très peu – fréquenté l'institution scolaire. Au Sénégal, selon le recensement général de la population, 78,6 % des actifs n'a suivi



aucune formation professionnelle : 91,0 % en milieu rural et 68,3 % en zone urbaine (RGPHE, 2013). Au Togo, 46,2 % des jeunes actifs de 15 à 29 ans a arrêté les études au niveau primaire, 19,3 % au niveau secondaire et seulement 3,1 % au niveau universitaire (INSEED, 2014). Au Bénin, en Guinée, au Mali, c'est en général plus de 75 % des actifs qui ont un niveau scolaire primaire ; entre 16 % et 23 % de cette population a un niveau post primaire et 3 % à 6 % d'entre eux un niveau universitaire.

Face à cela de nombreux jeunes sont en situation chômage et de précarité de l'emploi, notamment avec le sous-emploi qui peut atteindre 80% des jeunes de 15-35 ans.

L'exclusion scolaire est en général aussi précurseur à l'exclusion sociale et économique, et de nombreux jeunes sont contraints à « se débrouiller » dans le secteur économique informel ou à l'exode rural ou encore l'émigration, s'ils ne sont récupérés dans les groupes radicaux de tous genres. Nous partageons cette préoccupation avec notre institution sœur, la CONFEJES, dont le Secrétaire général a pu développer largement le sujet dans sa communication.

➤ **Changer de paradigme vers une éducation inclusive et de qualité pour vivre ensemble**

L'éducation au vivre ensemble et au développement durable implique une éducation à la citoyenneté responsable et à la paix qui requiert à son tour un changement de paradigme éducatif : réforme des curricula, adaptation des apprentissages aux réalités du milieu et création de passerelles entre éducation formelle et éducation non formelle. Ces réformes doivent intégrer l'éducation environnementale, l'éducation à la paix et à la citoyenneté.

L'enseignement bi-plurilingue comme approche intéressante

Assurer le vivre ensemble est indissociable de la prise en compte de la diversité culturelle et linguistique, dans un monde où la « diversité linguistique renvoie à la multitude des langues parlées dans le monde, dont le nombre se situerait, selon les estimations, entre 6 000 et 7 000 » et dont la préservation est l'un des défis les plus pressants (UNESCO, 2003, p. 12).

Selon A. Diouf, le défi de la qualité implique nécessairement le développement de stratégies linguistiques d'enseignement bilingue dans les politiques éducatives. Bien que de nombreuses initiatives de bilinguisme scolaire aient été mises en place, « faute de leur inscription dans les plans sectoriels ou d'une réelle définition des politiques linguistiques éducatives, (...) elles sont restées sans lendemain » (Abdou Diouf, SG de la Francophonie, dans CIEP, 2014, p. 3). L'école doit donc s'ouvrir à la société et intégrer la diversité des valeurs et cultures des apprenants. Ainsi l'utilisation des langues africaines dans les systèmes éducatifs de pays (anciennes colonies françaises) où l'enseignement était exclusivement dispensé en langue française participe de cette ouverture, tout comme la prise en compte dans les curricula des savoirs et cultures endogènes (Cf. le Programme « Ecole et Langues Nationales en Afrique » (ELAN), qui soutient certains pays qui expérimentent le bilinguisme (Niger et au Mali par exemple depuis près de 30 ans) à surmonter les contraintes politiques et diverses résistances face à l'enseignement en langues nationales (A. Maïga, CIEP, 2014, p. 9).

Le rôle complémentaire de l'éducation non formelle

Si l'école a longtemps été le principale cadre d'action, actuellement, au regard de la situation éducative de plusieurs pays de la Francophonie, notamment, ceux d'Afrique subsaharienne, une approche plus holistique de l'éducation et des politiques éducatives s'impose (Baba-Moussa, 2003-2017).

Face aux insuffisances du système scolaire pour l'accueil du plus grand nombre, de gros efforts sont consacrés à l'amélioration des conditions d'accueil et de maintien des élèves ainsi que de la qualité des acquis. Toutefois, la société civile et les communautés mettent aussi en place, sous différentes appellations – éducation alternative, classes passerelles, éducation bilingue, appui à l'éducation des enfants exclus de l'école, apprentissage de type dual –, diverses offres d'apprentissage, à côté des dispositifs d'alphabétisation et d'éducation des adultes plus facilement identifiés à l'éducation non formelle, pour répondre aux besoins éducatifs de jeunes d'âge scolaire privés d'école ou qui en sont exclus précocement (Confemen, 2013 ; Hima, 2012).



La prise en compte des formes alternatives éducatives bilingues et des formes d'alphabétisation et d'éducation en langues nationales pour les adultes, relevant de l'éducation non formelle et répondant aux besoins éducatifs des personnes non scolarisés ou déscolarisés (notamment les femmes et jeunes filles) voulant compenser les insuffisances dus à leur faible niveau de scolarisation est nécessaire pour une meilleure insertion socioculturelle et socioprofessionnelle.

Face à ces expériences riches et diversifiées, on peut déduire que l'éducation non formelle constitue, dans ces pays, l'autre face de la médaille « éducation », au regard des exigences actuelles de l'Agenda pour l'éducation 2030.

La prise en compte de la question du genre

Des progrès ont été accomplis dans le monde entier en matière d'égalité des sexes, notamment l'égalité d'accès à l'enseignement primaire pour les filles et garçons, mais les femmes et les filles continuent de pâtir de discrimination et de violences dans toutes les régions du monde. Selon des chiffres récents (UNESCO, Plan international...), les filles et les femmes sont les plus grandes victimes d'inégalité diverses. Plus de 60 % des adultes analphabètes dans le monde sont des femmes ; seulement 35 % de filles étudient en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM) dans l'enseignement supérieur (3% à en TIC). Les filles sont plus de 60 millions à subir le travail forcé, 12 millions sont mariées de force chaque année avant 18 ans, 10% ont subi la violence sexuelle avant 20 ans et un tiers d'entre elles tombe enceinte avant 18 ans et sont déscolarisées si elles étaient scolarisées.

Face à cette situation, il n'y a plus de doute aujourd'hui qu'il faut agir avec l'éducation comme une solution sûre. L'égalité des sexes est un fondement nécessaire pour l'instauration d'un monde pacifique, prospère et durable. Dans cette perspective, la CONFEMEN est engagée dans la Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles pour « assurer une éducation et une formation de qualité et libre de discrimination tout au long de la vie, et valoriser la participation des femmes à l'enseignement supérieur et à la recherche ».

➤ **Vers une coalition mondiale pour la paix, la citoyenneté et le vivre ensemble**

Donner la chance de réussite à tous les enfants est le fondement du concept «Education inclusive et de qualité pour tous» (EIQPT) qui a fait l'objet de plusieurs travaux de réflexion de la CONFEMEN dans la perspective du développement durable, de la paix et de la citoyenneté. L'EIQPT est à concevoir et à mettre en œuvre contre les replis identitaires, le désespoir et le recours à la violence en favorisant les rencontres et les échanges culturels ainsi que l'empathie, l'apprentissage du dialogue et la recherche de solutions démocratiques pour la prévention et le règlement pacifiques des conflits.

A la CONFEMEN, nous sommes persuadés que l'éducation doit désormais former des femmes et des hommes dotés des compétences et savoirs nécessaires pour penser, agir, travailler, exercer ses droits et assurer ses devoirs dans une citoyenneté responsable à l'échelle mondiale, en développant l'excellence humaine dans toutes ses dimensions : compétences linguistiques (nationales et étrangères), mathématiques, scientifique et technologique tout autant que les compétences artistiques, culturelles et sportives ainsi que les Science humaines et sociales.

« La nécessité d'aller au-delà de la forme scolaire semble désormais reconnue partout. Il faut repenser et refonder l'éducation dans ses valeurs et ses structures, de changer de paradigme en reconnaissant et en valorisant toutes les intelligences et tous les « contextes d'action éducative » en créant des passerelles formelles entre l'éducation formelle et l'éducation non formelle (Baba-Moussa, 2017). Il s'agit de changer de paradigme pour passer de la « scolarisation obligatoire » au « droit à l'apprentissage tout au long de la vie » et pour réinventer les systèmes éducatifs dans ce sens. (Baba-Moussa, 2020).

Dans cette perspective, toutes les alliances sont à saluer. Ainsi, avec l'ISESCO et CONFESJES, la CONFEMEN pose les jalons pour une action conjointe et c'est le lieu de saluer et de féliciter toutes les initiatives prises par l'ISCESCO et la CONFESJES. Les partenariats avec l'OIF qui se renforcent aussi, tout comme avec les autres acteurs de la charte de la Francophonie devraient contribuer à asseoir une

véritable coalition mondiale pour une éducation à la paix au vivre ensemble et à la citoyenneté.

Agir plus, Agir ensemble, Agir pour tous ! Telle est désormais la démarche qui sous-tend l'action de la CONFEMEN pour une éducation inclusive et de qualité.

Bibliographie sommaire.....

ADEA (2017). « La mise en œuvre de l'éducation pour la renaissance culturelle africaine et les idéaux panafricains ». Triennale de l'éducation et de la formation en Afrique : Document de synthèse sous thème 3. Diarniadi : CICAD, 14-17 mars.

ADEA (2012). « Socle commun de compétences pour l'apprentissage tout au long de la vie et le développement durable de l'Afrique ». Triennale sur l'éducation et la formation en Afrique : Document de synthèse du sous thème 2. Ouagadougou, 12-17 février.

Abdel Rahamane Baba-Moussa A R (2020). « L'avenir des dispositifs d'éducation non formelle », Revue internationale d'éducation de Sèvres [En ligne], 83 | 2020, mis en ligne le 17 juin 2020, consulté le 16 juin 2020. URL: <http://journals.openedition.org/ries/9416>

BABA-MOUSSA A. R. (2017). « La prise en compte de l'adéquation formation emploi dans la réforme de l'éducation au Bénin. Contribution à l'élaboration d'un nouveau modèle éducatif dans une approche holistique ». International Review of Education, vol. 63, n° 5, p. 631-656.

BABA-MOUSSA A. R. et FLENON A. (2014). « L'apprentissage artisanal, un contexte d'action éducative non formelle. Les stratégies d'orientation des apprentis au Bénin ». Éducation Permanente, n° 199, p. 93-104.

BABA-MOUSSA A. R. (2009). « L'éducation non formelle peut-elle constituer un palliatif face aux tensions du système scolaire ? Approche comparative en France et dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne ». Éducation comparée – Nouvelle série, n 2, p. 225-250.

CONFEMEN (2015). PASEC 2014. Performances des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone. Compétences et facteurs de réussite au primaire. Dakar : CONFEMEN.

CONFEMEN (2013). La diversification de l'offre d'éducation de base : les grands défis pour l'école de demain. Document de réflexion et d'orientation de la 55e conférence ministérielle tenue à Ndjamena du 5 au 9 décembre 2012. Dakar : CONFEMEN.



DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE ET PAIX

M. MABINGUÉ NGOM

Directeur Régional du Fonds des Nations Unies
pour la Population, pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
(UNFPA/WCARO)



La recherche de solutions pour une paix durable en Afrique doit aller au-delà du traitement symptomatique et mettre l'accent sur les causes profondes des conflits et situations d'insécurité. Et parmi ces causes profondes se trouve la démographie.

Excellences, Chers Collègues et amis

Tout protocole observé.

C'est pour moi un réel plaisir de prendre la parole à l'occasion de cette importante session sur la citoyenneté, la paix et la résilience dans un contexte de conflit et de post-conflit ; un sujet qui me préoccupe et sur lequel je me suis beaucoup investi au cours des dernières années.

Avant de poursuivre mon propos, permettez-moi d'exprimer mes sincères remerciements à l'endroit de Madame la Directrice des sciences sociales de l'Organisation du Monde Islamique pour l'Education, les Sciences et la culture, d'avoir associé l'UNFPA à ces échanges.

Comme vous le savez, la situation sécuritaire de notre continent est de plus en plus préoccupante en raison de la menace terroriste et de la multiplication des conflits armés.

Nous sommes tous les témoins des attaques terroristes régulièrement perpétrées depuis près d'une dizaine d'années dans la région du Sahel. Elles engendrent des milliers de morts et plongent les pays concernés dans une situation humanitaire sans commune mesure.



Dans le Bassin du Lac Tchad par exemple, entre 2009 et 2019, on a dénombré 2 649 actes terroristes perpétrés par le groupe Boko Haram, qui ont occasionné la mort de près de 25 000 personnes. Les pics les plus importants ont été observés entre 2014 et 2015, avec respectivement 540 et 495 attentats. Le même phénomène est observé dans le Liptako Gourma, une région qui comprend le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Les recherches réalisées sur la question montrent que les principaux auteurs de ces actes terroristes sont principalement des jeunes sans niveau d'instruction élevé et confrontés au manque d'emploi, au chômage (33%) et à l'exclusion sociale (10%).

Ces résultats mettent ainsi en évidence un défi majeur auquel la région est confrontée : le retard de la transition démographique, qui entraîne dans ces pays une croissance accélérée de la population et une pression considérable sur les ressources de l'Etat.

Avec une moyenne de près cinq enfants par femme, la population d'Afrique au sud du Sahara est considérée comme étant la plus jeune au monde avec près 75% de personnes âgées de moins de 35 ans. Dans un pays comme le Niger, c'est environ 750 000 enfants qui naissent chaque année.

Cette situation entraîne une augmentation de la dépendance démographique et économique des populations, et exige des pouvoirs publics des efforts supplémentaires pour résorber la forte demande sociale qui, si elle n'est pas satisfaite, peut faire basculer un nombre encore plus important de jeunes dans la délinquance, la criminalité et l'extrémisme violent et ainsi exacerber les crises sécuritaires en cours dans la région.

Plusieurs travaux de recherche ont confirmé cette hypothèse, dont ceux de l'Université de Berkeley en Californie, qui ont montré que plus de 90% des conflits violents observés entre 1970 et 2000 se sont produits dans des pays où l'âge médian était en dessous de 25 ans - c'est-à-dire des pays où la proportion de jeunes était très importante dans la population.

Des défis encore plus énormes se dessinent avec les fermetures d'écoles (multipliées par 6 entre 2017 et 2019) dans des régions

comme celle du Liptako Gourma, une région où selon l'UNICEF, nous avons plus de 8 millions d'enfants âgés de 6 à 14 ans qui ne sont pas scolarisés-soit 55% de la population de cette tranche d'âge.

Je sais que ces statistiques vous interpellent. Il est urgent que nous, acteurs du développement, fassions face à ces défis qui nécessitent une réponse collective des États et de la communauté internationale, et mettions l'accent sur les investissements qui favorisent la capture du dividende démographique.

La nécessité de lier la paix et le dividende démographique dans la recherche de solutions à la fragilité et à l'insécurité en Afrique et dans le Sahel n'est pas seulement une question opportune ; elle constitue aussi un impératif au regard des défis que je viens de citer.

C'est pourquoi, avec l'aide de mon équipe, j'ai personnellement porté « à bras le corps » un important projet d'étude sur la démographie, la paix et la sécurité au Sahel.

Ce projet vise à explorer la relation entre la démographie, la paix et la sécurité en vue de produire des évidences pour renforcer le plaidoyer et soutenir la prise de décision en matière de politique de développement. Nous pensons que les données et les évidences sont indispensables pour éviter de nous engager dans des débats purement théoriques et idéologiques. C'est pourquoi notre initiative démographie paix et sécurité est un exercice profondément empirique mené dans un esprit d'indépendance totale, sans aucune influence extérieure.

Nous voulons ainsi faire parler les données et les évidences pour construire une théorie du changement qui permettra de définir les politiques à mettre en œuvre pour apporter une solution durable au mal qui ronge le Sahel.

Les résultats de cette étude en cours, faite avec la collaboration d'institutions de renom dans le domaine de la recherche et de certains gouvernements, seront utilisés pour alimenter les débats sur la question lors d'un symposium que nous organiserons dans les mois à venir à Niamey au Niger.

Ce symposium sera organisé à la suite d'une session que nous avons organisée en février 2020 lors de la 20e édition du Forum de Bamako, qui a permis de jeter les bases de la réflexion sur la relation entre Démographie, Paix et Sécurité.



Je voudrais saisir cette opportunité pour remercier le président de la république du Niger, son Excellence Monsieur Mahamadou Issoufou, qui a accepté d'abriter ce symposium.

Je voudrais également lui rendre un vibrant hommage pour son leadership à la tête de la CEDEAO et pour son engagement en faveur du dividende démographique dans la région.

Je voudrais également saluer la direction de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'analyse économique du Sénégal ainsi que le « Peace Research Institute of OSLO » (PRIO) pour leur appui technique sur ce projet et pour les travaux déjà réalisés sur la question qui montrent que les taux de dépendance démographiques et économiques trop élevés contribuent à l'émergence de crises.

Je voudrais conclure en indiquant que la recherche de solutions pour une paix durable en Afrique doit aller au-delà du traitement symptomatique et mettre l'accent sur les causes profondes des conflits et situations d'insécurité. Et parmi ces causes profondes se trouve la démographie.

Il s'agit ainsi d'explorer les racines du mal et de développer des solutions qui se situent au-delà de la réponse militaire, comme c'est le cas dans le contexte du Sahel. Dans cette région confrontée à une longue crise sécuritaire, les dépenses militaires continuent d'augmenter au détriment des secteurs du développement du capital humain comme l'éducation ou la santé, représentant parfois des niveaux élevés en pourcentage du budget national dans des pays comme le Burkina Faso (14%) et le Niger (15%).

J'espère que cette session constituera pour nous un espace d'expression et de réflexion et nous permettra de proposer des solutions résilientes face aux nombreux défis sécuritaires dans la région.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

DIMENSIONS ECONOMIQUES DE LA PAIX ET LA RESILIENCE

DR EMILE KEMAYOU

Economiste politique principal
au Bureau de coordination des États en transition
Groupe de la Banque africaine de développement

*Représentant Dr. Yero Badeh, Directeur du Bureau de coordination
des États en transition Groupe de la Banque africaine de développement*



Les performances économiques et la paix se renforcent souvent mutuellement. C'est-à-dire qu'une meilleure performance économique aide à construire la paix et vice-versa. Ensemble, ils peuvent former un cycle vertueux

Mesdames et Messieurs, Bonjour

Merci d'avoir donné à la Banque africaine de développement la possibilité de participer à cet important webinaire sur les perspectives de la citoyenneté de la paix et de la résilience dans les contextes de conflit et post-conflit.

➤ **La fragilité au cœur du mandat de la Banque africaine de développement**

Le Bureau de coordination des États en transition a pour mission de coordonner l'appui de la Banque à ses pays membres régionaux touchés par les conflits et la fragilité, afin de leur permettre de sortir de la fragilité et élaborer des plans viables pour atteindre la résilience et le développement à long terme qui soient inclusifs et largement partagés, posant ainsi les fondements de la transformation sociale et économique.

Le programme sur la fragilité est au cœur du mandat du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD). Selon la dernière évaluation de la fragilité des pays par la Banque, plus d'un tiers des 54 pays africains sont classés dans des situations de fragilité et de conflit.

Malgré des progrès importants au cours des 15 dernières années, il existe encore des risques importants qui pourraient compromettre les progrès réalisés, notamment des pressions importantes – des schémas d'exclusion et de pauvreté persistants, le chômage, une forte migration, une urbanisation rapide, le changement climatique et une mauvaise gestion des ressources naturelles - qui menacent de submerger les capacités institutionnelles existantes pour gérer les défis politiques, économiques, sociaux et environnementaux.

La pandémie actuelle de la COVID-19 qui a mis à jour l'état des infrastructures de santé ainsi que la faiblesse des filets de sécurité sociale ne fera qu'aggraver la situation. En conséquence, la lutte contre la fragilité et la promotion de la résilience sur le continent représentent un domaine d'intervention stratégique prioritaire de la BAD.

La Banque africaine de développement a été parmi les premières Banques multilatérales de développement à élaborer, dès 2008, une stratégie spécifique de fragilité, avec une facilité de financement dédiée à la lutte contre les facteurs de fragilité. La stratégie actuelle, approuvée en 2014, qui vise à « **remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique** » a profondément modifié la façon dont la BAD aborde la fragilité, en s'éloignant d'abord de la vision binaire des États fragiles par rapport aux États non fragiles, car aucun pays au monde n'est à l'abri de la fragilité ; puis en appliquant systématiquement un prisme de fragilité dans tous les programmes et opérations de la Banque afin de renforcer la résilience.

L'approche de la BAD pour renforcer la résilience des populations et des institutions

- *Les inégalités croissantes entre les populations constituent un terrain fertile pour la radicalisation et la violence. Un accès inadéquat aux opportunités économiques, une répartition inégale des terres et des ressources, l'inégalité entre les sexes et le manque d'accès aux services publics laissent un sentiment d'injustice persistant et privent les pays de leur potentiel humain et économique.*
- *Tout au long de la mise en œuvre de sa stratégie 2014-2019 pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique, la BAD a approfondi sa compréhension des facteurs clé et des manifestations de la fragilité en Afrique. Elle a développé des outils de diagnostic uniques et conçu un prisme de fragilité qui l'aide systématiquement à être sélective et efficace dans les situations fragiles*
- *Tout en consolidant son expérience et son avantage comparatif dans la fragilité, le Groupe de la Banque continue de réaliser des investissements d'infrastructure significatifs dans les pays en transition. Il accorde une attention particulière au renforcement des capacités, au renforcement des institutions, à l'amélioration des politiques et à la promotion d'un environnement favorable aux entreprises. Ces actions servent à catalyser le développement du secteur privé et à remettre en question les perceptions exagérées des risques associés à la fragilité.*

Une nouvelle stratégie est en cours d'élaboration à la BAD. S'appuyant sur les leçons tirées de la mise en œuvre des deux précédentes, elle se fondera sur une connaissance plus approfondie des causes profondes et des facteurs de fragilité émergents dans les pays et régions, afin de favoriser des interventions axées à la fois sur la prévention et une meilleure sélectivité en vue de renforcer la résilience des populations et des institutions.

En outre, la Banque africaine de développement dispose de la : « **Country Resilience and Fragility Assessment tool** » (CRFA), qui est un outil de diagnostic destiné à évaluer quantitativement les performances des pays dans les domaines liés à la fragilité et à la résilience. La CRFA, qui apporte une nouvelle rigueur quantitative dans l'évaluation des capacités et des pressions, permet de combler le besoin de plus de crédibilité, d'un objectif systématique et d'une approche quantitative assortie de données de base clés et de dimensions convenues, qui permettrait à la Banque, aux autres acteurs internationaux, ainsi qu'aux pays membres, de suivre de façon plus uniforme et périodique, les défis qui accablent le développement des régions et pays membres et leurs capacités à y répondre efficacement, et de combler les écarts avec plus d'efficacité.

Le sujet de la session actuelle : La dimension économique de la paix et de la résilience est un sujet très important qui requiert réflexion et attention.

Il existe désormais des preuves considérables que la fragilité durable est généralement associée à la violence et aux conflits. Parmi les quinze premiers « **États fragiles** » classés dans l'indice des États fragiles 2020 récemment publié par le Fonds pour la paix, 11 sont des États africains. Sur ces 11, au moins huit sont fragiles depuis plus de cinq ans et au moins cinq sont victimes de violence et restent à haut risque de conflit. Le coût de la violence et des conflits est extrême et leurs effets vont de l'impact sur la sécurité alimentaire, la pauvreté, les niveaux d'éducation, la mortalité infantile, les indicateurs de santé et l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Travailler avec les pays, renforcer les capacités institutionnelles des pays, engager un dialogue sur les politiques, soutenir la gestion des ressources naturelles, fournir un soutien juridique aux négociations



contractuelles et coordonner et développer des partenariats avec d'autres parties prenantes restent les piliers clés de l'approche du Groupe de la Banque africaine de développement pour lutter contre la fragilité en Afrique, et préconisant que d'autres fassent de même.

➤ **Le coût économique extrêmement élevé des conflits et de la violence**

En termes absolus, le prix économique des conflits et de la violence est extrêmement élevé. Selon l'Institut pour l'Economie et la Paix, l'impact économique de la violence sur l'économie mondiale était de 14,76 billions de dollars en 2017, en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) constante. Ce chiffre équivaut à 12,4% du produit intérieur brut (PIB) mondial ou 1988 \$ par personne.

Depuis 2012, l'impact économique de la violence a augmenté de 16%, correspondant au début de la guerre en Syrie et à la montée en puissance de l'État islamique. L'intensification des conflits en Afghanistan, en Irak, mais aussi au Sahel, a également contribué à l'impact économique. La violence a des conséquences néfastes pour l'économie dans son ensemble, à court et à long terme, et impose des coûts économiques importants à la société. L'impact économique de la violence dans les dix pays les plus touchés équivalait à 45% de leur PIB. C'est environ 19 fois plus élevé que les dix pays les moins touchés par la violence dans lesquels, le coût économique moyen de la violence dépasse à peine 2% du PIB. Ce chiffre est également nettement inférieur au coût économique moyen mondial de la violence, qui représente 11% du PIB.

Consciente des coûts économiques des déplacements internes et des migrations par exemple, la BAD travaille avec les pays et les partenaires pour mieux identifier les moteurs de la migration dans le cadre de son programme de fragilité. La BAD met un accent sur les efforts à plus long terme visant à endiguer la migration irrégulière en promouvant l'amélioration de l'accès aux opportunités d'emploi et l'atténuation des impacts du changement climatique. En particulier, des initiatives telles que la Stratégie pour l'emploi des jeunes en Afrique 2016-2025 cherchent à intensifier la réponse au chômage et au sous-emploi des jeunes; tandis que le plan d'action sur le changement climatique 2016-2020 aide les pays à atteindre les objectifs à long terme de l'accord de Paris parallèlement à leurs objectifs de développement. Le programme Africa Disaster Risks

Le coût des conflits en termes économiques et sociaux est élevé

- *Il faut 14 ans à un pays pour retrouver sa trajectoire de croissance précédente après une guerre civile dont le coût peut atteindre en moyenne jusqu'à 30 ans de croissance du PIB.*
- *Il faut 20 ans pour que les échanges commerciaux retrouvent leurs niveaux d'avant-guerre et une guerre civile prolongée aggrave la pauvreté.*
- *Les pays où la violence est importante sur de longues périodes ont 20% de personnes en plus dans la pauvreté que ceux qui sont restés stables.*

Financing (ADRFi) est un autre exemple de réponse pour renforcer la résilience à long terme aux chocs climatiques en Afrique. En fonction de la demande, les pays participants au programme bénéficient d'une couverture contre les catastrophes naturelles grâce à une assurance contre les risques souverains tirée de leurs allocations du Fonds africain de développement (FAD).

Les données collectées par Institute for Policy Studies (IPS)

montrent que la violence a non seulement un impact direct sur l'économie, mais réduit également les avantages positifs que la tranquillité a sur les performances macroéconomiques des pays. Au cours des 60 dernières années, la croissance par habitant a été trois fois plus élevée dans les pays très pacifiques que dans les pays à faible niveau de paix. La différence est plus prononcée au cours de la dernière décennie, où la croissance du PIB a été sept fois plus élevée parmi les pays qui se sont améliorés en paix par rapport aux pays qui se sont détériorés en paix.

Les conflits et la violence sont également une source majeure de déplacement de population. En 2020, le HCR a estimé que plus de 40 millions de personnes avaient été déplacées en raison de la guerre, de la violence ou de violations des droits de l'homme.

Cela, comme nous l'avons vu en termes particulièrement dramatiques au cours des dernières années, affecte non seulement les pays eux-mêmes, mais leurs voisins et même le monde. Les données 2018 du projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project) montrent que depuis 2010, la situation s'est aggravée : le nombre de conflits violents majeurs a triplé. Une grande partie de cet accroissement est caractérisée par une augmentation des conflits intra-étatiques et la prolifération de groupes armés non étatiques. Les décès résultant de conflits violents ont légèrement diminué récemment, mais l'empreinte des conflits violents a augmenté.

Le plus grand contributeur à l'impact économique mondial de la violence était les dépenses militaires à plus de 37 % du total. Les dépenses de sécurité intérieure étaient la deuxième composante en importance, représentant plus de 27% de l'impact économique mondial de la violence.

La paix et la résilience sont susceptibles de libérer d'importantes ressources des dépenses militaires et de sécurité pour l'éducation, la santé, l'accès à l'eau et à l'assainissement et de promouvoir l'activité économique. En théorie, un dividende de la paix a du sens comme résultat positif de la fin d'une guerre ou d'un conflit. La réduction des dépenses de défense pourrait entraîner des gains importants, en particulier à long terme.

➤ **L'inclusion économique : un élément important de la prévention des conflits**

Les sources de fragilité et de conflits sont bien connues. La fragilité et les conflits couvrent les niveaux de revenu des pays. Ce n'est pas exclusivement un problème pour les pays à faibles revenus ; elle affecte également les pays à revenus intermédiaires. En fait, la plupart des conflits infranationaux actuels ont lieu dans les pays à revenus intermédiaires. Plutôt qu'une fonction directe de la seule pauvreté, ces formes de conflits sont de plus en plus liées à un manque d'inclusion économique et d'équité dans l'accès aux ressources ainsi qu'aux griefs et aux perceptions d'injustice. En tant que tels, ils ne sont pas nécessairement un grief individuel mais un grief collectif et cela devrait être traité comme tel.

La composition de l'impact économique de la violence varie selon les pays et les régions

- Le coût des conflits en proportion du coût économique de la violence est le plus élevé au Moyen-Orient et en Afrique du Nord avec 28 %.
- En Afrique subsaharienne, les homicides et les crimes violents représentent 57 % du coût régional et les conflits violents 16 % supplémentaires.
- Parmi les pays ayant l'impact économique le plus élevé de la violence figurent les pays touchés par des conflits – Soudan du Sud, Somalie et République centrafricaine – et les pays à forte violence interpersonnelle tels que le Lesotho.

Institut pour l'Economie et la Paix

L'élargissement de l'accès aux ressources et l'augmentation des opportunités économiques pour les groupes marginalisés sont essentiels pour prévenir les conflits. Le développement économique et social peut jouer un rôle central dans la prévention des conflits violents. Parfois, les perceptions d'exclusion peuvent être encore plus importantes que l'exclusion réelle, et elles découlent très souvent d'aspirations frustrées, en particulier chez les jeunes. L'exclusion ne concerne pas seulement la pauvreté - elle affecte souvent des groupes qui ne sont pas pauvres, mais qui n'atteignent pas nécessairement ce à quoi ils aspirent.

La construction et le maintien de la paix nécessitent des améliorations à l'échelle de la société qui progressent de concert les unes avec les autres sur une longue période dont le développement économique n'est qu'un. Différents aspects du système social poussent les sociétés vers ou loin de la paix, ce qui signifie que les améliorations de la paix nécessitent des stratégies plus larges et plus systémiques qu'on ne le pensait. L'arrêt ou la prévention des conflits n'est pas une fin en soi, mais l'absence de conflit crée un environnement dans lequel le potentiel humain peut être utilisé pour générer un développement économique dirigé par le secteur privé. Par exemple, nous savons que la robustesse d'un environnement commercial, mesurée par le nombre d'entreprises pour 100 000 habitants, augmente dans un contexte de paix. Cela indique une opportunité, car plus il existe d'entreprises, plus il est probable que de nouvelles entreprises émergent. La diaspora est un fournisseur clé de transferts de fonds et d'investissements étrangers directs et peut jouer un rôle utile pour stimuler l'activité économique à mesure que la paix s'installe. Cependant, les données et les statistiques que j'ai fournies aujourd'hui indiquent que la dimension économique de la paix et de la résilience est d'une importance fondamentale pour assurer un développement économique cohérent à court, moyen et long terme. Il renforce le message selon lequel la prévention des conflits doit en toute circonstance être la priorité des autorités nationales et des partenaires internationaux.

Ce n'est pas une nouvelle idée. Déjà en 1997, le Comité d'aide au développement a indiqué que la prévention des conflits est un objectif de développement central qui nécessite une intervention concertée et coordonnée de toutes les parties. Cet objectif



particulier s'est révélé particulièrement difficile à atteindre pour les partenaires multilatéraux qui sont confrontés à des limites dans leur mandat et à la nécessité d'une paix formelle avant de pouvoir intervenir. Il a cependant été prouvé que les organes régionaux, tels que la CEDEAO, peuvent être efficaces dans la prévention des conflits, dans certaines circonstances. La manière dont la Banque africaine de développement peut améliorer son impact en termes de prévention des conflits est une source de nombreuses analyses et discussions et devrait figurer en bonne place dans sa nouvelle stratégie de fragilité en cours de développement.

➤ **Intégrer les dimensions économiques dans les négociations de paix**

En termes de résolution des conflits, il est de plus en plus évident que les négociations de paix peuvent être plus propices à la stabilité à long terme et au développement économique si les dimensions économiques du conflit sont abordées lors des négociations de paix. Alors que les conflits et la violence proviennent souvent de griefs économiques, le processus de paix est principalement axé sur le règlement politique, laissant les considérations économiques aux négociations ultérieures. Ce n'est pas déraisonnable car il y a un souci immédiat de mettre fin aux combats et de préparer le terrain pour la démobilisation, ainsi que pour une certaine forme de partage du pouvoir, mais cela a un impact sur le développement ultérieur d'une paix durable capable de favoriser la paix et la résilience à long terme.

Pourtant, même à court terme, négocier une paix sans reconnaître les fonctions économiques de la violence armée peut contribuer à l'émergence des fauteurs de troubles. La réalité est qu'il y a des intérêts économiques acquis dans la violence, les conflits et les guerres ; mettre fin à la lutte signifie arrêter les affaires et avec elle, limiter les possibilités de revenus alternatifs tangibles à l'avenir qui doivent, en quelque sorte, être compensés. En Somalie, par exemple, les problèmes constitutionnels et les problèmes de dévolution du pouvoir ne sont toujours pas résolus en raison des répercussions économiques des décisions, huit ans après la fin de la guerre civile. Ils restent une source majeure de tension entre les différentes parties prenantes et colorent et affectent tous les efforts de définition et de consolidation des institutions étatiques.

Les performances économiques et la paix se renforcent souvent mutuellement. C'est-à-dire qu'une meilleure performance économique aide à construire la paix et vice-versa. Ensemble, ils peuvent former un cercle vertueux. L'identification des points de basculement au sein de ce système, à la fois positifs et négatifs, présente un intérêt évident pour les entreprises et la communauté au sens large. Les investissements précoces dans les pays qui ont le potentiel d'améliorer la tranquillité verront des rendements plus élevés grâce à l'amélioration des indicateurs macroéconomiques. Il est de plus en plus évident que les petits programmes d'investissement dans les infrastructures dans les pays touchés par des conflits ont le potentiel d'être soutenus et protégés par les communautés locales et représentent un ancrage utile pour la paix.

Beaucoup plus peut être dit à ce sujet. Dans l'intérêt du temps et pour permettre une discussion fructueuse, je terminerai mes remarques par les réflexions suivantes. Après des décennies d'aide au développement et plusieurs essais et expériences, il n'y a pas de « **boîte à outils** » ou de solution magique pour lutter contre la fragilité et assurer le développement économique car chaque solution doit être adaptée au contexte ; en fait, nous reconnaissons que les solutions aux problèmes complexes nécessitent des réponses coordonnées entre de nombreux acteurs, secteurs et dimensions.

Nous venons tout juste d'effleurer la surface en vue de quantifier la valeur de la dimension économique de la paix et de la résilience. Mais nous posons les bonnes questions et développons des cadres analytiques afin d'examiner ces questions de manière plus approfondie et plus précise. Au Bureau de coordination des Etats en transition, et donc à la Banque africaine de développement, nous consacrons des ressources humaines et financières à l'étude et à l'évaluation de ces sujets afin d'adapter les solutions en conséquence.

Je vous remercie pour votre attention.

JEUNESSE ET SPORT POUR LA CITOYENNETE AU SERVICE DE LA PAIX

M. BOURAMAH ALI HAROUNA

Secrétaire général de la Conférence des Ministres de la jeunesse et des sports des pays ayant le français en partage (CONFEJES)



La résilience des peuples passe nécessairement par une éducation de la jeunesse et la CONFEJES, utilise fortement le sport et l'EPS [Education physique et sportive] à cette fin.

Consciente de la nécessité de développer un programme de promotion durable de la paix impliquant les jeunes et leurs animateurs à travers la pratique des activités sportives et la valorisation des idéaux olympiques, de la citoyenneté, de la démocratie et des droits humains, la CONFEJES envisage à travers cette action de contribuer à l'insertion sociale par les activités physiques et sportives (APS) et les activités socioéducatives, des jeunes de façon générale, en prenant en compte notamment des jeunes filles-mères, des jeunes issus des milieux défavorisés et des jeunes marginalisés du fait de leur handicap.

Dans cette mission d'accompagner les Etats et gouvernements membres, la CONFEJES s'est fixée comme objectif de :

- **Contribuer**, par des activités de jeunesse et de sport, à la formation des jeunes à la citoyenneté au service de la paix, de la stabilité sociale et du développement.
- **Vulgariser**, au sein du mouvement associatif et /ou des groupements de jeunes, les valeurs, les principes et les actions structurant en vue d'instaurer et de consolider la culture de la paix *pour un développement durable* ;

- **Mettre en œuvre** des modules et des mécanismes permettant de mener des animations sportives variées, facilement accessible à la pratique ludique, motivantes et formatrices pour les adolescents et jeunes bénéficiaires ;
- **Doter** les jeunes garçons et les jeunes filles participants, de compétences et de potentiel entrepreneurial, pour une insertion sociale et économique, à travers des activités de formation et d'animation socio-éducatives et sportive.

Dans la mise en œuvre de ce projet de soutien aux pays en situation de post-conflit, la CONFEJES a enregistré des résultats encourageants en termes d'actions réalisées dans les Etats et gouvernements membres.

Par ailleurs, ces activités ont permis dans le cadre de la résilience, de former plus d'une centaine de jeunes dans ces pays dans le domaine de l'entrepreneuriat en vue de leur insertion. Ces formations ont porté sur la fabrication des ballons et filets et la confection de maillots.

L'appui aux pays en matière de paix et de résilience à travers les différentes programmations sont également à signaler : le Programme de Promotion de l'entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ), le Symposium international de la jeunesse sur la consolidation de la paix, la prévention de l'extrémisme violent, la migration irrégulière et l'initiative « 1 million d'ici 2021 », avec la participation des conseils nationaux de la jeunesse ; le forum de Bamako sur les dispositifs pour endiguer les conflits et les crises.

Outre ces actions précitées, la CONFEJES mène le combat du sport comme vecteur de paix. En effet, les conclusions du 1er Forum International sur l'Education par le Sport confortent la nécessité de poursuivre le développement d'actions d'éducation et de promotion de la paix par le sport et l'éducation physique.

En effet, en s'engageant résolument depuis les années 2015, à faire de l'EPS (éducation physique et sportive) une discipline à part entière dans les différents ordres d'enseignement des Etats et gouvernements membres de la francophonie, notre institution a mené le juste combat.

La déclaration de Cotonou sur la relance de l'enseignement de l'éducation physique et sportive est aujourd'hui une réalité en termes de document adopté et publié dans les quatre langues officielles de l'Union Africaine.

L'article 11 de la charte internationale de l'éducation physique de l'activité et du sport dans son premier alinéa, affirme que : « Les initiatives mettant le sport au service du développement et de la paix doivent viser à éliminer la pauvreté, ainsi qu'à renforcer la démocratie, les droits de l'homme et la sécurité.

Elles doivent renforcer la culture de la paix et de la non-violence, consolider le dialogue et la résolution des conflits, cultiver la tolérance et la non-discrimination, exalter l'inclusion sociale, l'égalité des genres, l'état de droit, la santé et l'éducation.

La résilience des peuples passe nécessairement par une éducation de la jeunesse et la CONFEJES, utilise fortement le sport et l'EPS à cette fin.

Aussi, dans la mise en œuvre de ses conventions de partenariats avec des institutions sœurs telles que PEACE AND SPORT ou encore l'Association Mondiale anti-dopage (AMA), nous célébrons chaque année, la journée internationale du sport pour la paix, ainsi que le concept du carton blanc pour la paix.

CONSTRUIRE LA PAIX PAR LA PROMOTION D'UNE CITOYENNETE GLOBALE

M. JOHN CROWLEY

Secteur des Sciences Sociales et Humaines, UNESCO



Il y a deux grandes manières de penser la paix. La première, et peut-être la plus influente, consiste à réduire et à dépasser les fractures. Il est peut-être plus fécond d'adopter une approche inverse : d'envisager la paix comme, précisément, acceptation des fractures comme expression normale et nécessaire de la vie collective. La citoyenneté, dans sa complexité, est justement le lieu de ces fractures : elle est, si l'on renonce au rêve de son uniformité et de sa clôture, ce qui peut enrichir sans homogénéiser au sein de sociétés nécessairement diverses. ¶

Pour réfléchir à ce que pourraient être les évolutions de la citoyenneté au service de la paix, il est utile de distinguer, dans la notion de « citoyenneté », deux référents. D'une part, la citoyenneté désigne la relation juridique entre une personne (un individu, ou par extension une personne morale) et un Etat. D'autre part, la citoyenneté désigne une relation entre une personne et une communauté politique : elle exprime la qualité de la participation à la vie politique, qui elle-même n'est pas séparable de la participation à la société.

Ces deux référents entretiennent une relation qui n'est ni mécanique, ni accidentelle. La citoyenneté juridique n'est pas l'équivalent de la citoyenneté politique ; elle n'en dérive pas ; elle ne coïncide pas avec elle. Au contraire, les deux référents émergent ensemble au cours de l'histoire comme deux aspects de la construction de la modernité politique et sociale, qui associe l'idée d'Etat (défini par sa souveraineté et par la reconnaissance de la celle-ci, appliquée à un territoire occupé par une population et mise en œuvre à travers





l'action d'un gouvernement) et l'idée de société (comme manière de penser l'organisation d'une population à partir de processus caractéristiques, notamment économiques). L'articulation entre l'idée d'Etat et l'idée de société est au cœur de la sociologie dès ses origines, notamment chez Durkheim, pour qui cette articulation est assurée par la co-construction, comme solidarité organique, de la division du travail et de la conscience collective.

Au 20e siècle, l'axe dominant de la réflexion sur la citoyenneté est défini par cette notion de « modernité », qui est au cœur du concept influent de « développement politique ». Cette modernité, c'est celle où émergent et se développent ensemble la société, la nation et l'Etat. Les raisons de cette imbrication sont faciles à définir, et très bien connues. Les processus concrets qui se pensent comme modernité, ou comme développement, comprennent la redéfinition de l'économie comme réponse aux besoins d'une population sous la responsabilité d'un Etat (interventionniste ou non, peu importe : le libéralisme ne se pense pas moins comme expression de cette responsabilité) ; la standardisation linguistique ; la généralisation de l'éducation, la création de mécanismes institutionnalisés de solidarité, dont la sécurité sociale ; et bien sûr – et surtout – l'autodétermination, qui définit l'Etat come expression juridique normale d'une nation, et la forme nationale comme la forme normale et souhaitable d'une société humaine.

Mais on voit tout autant les limites de cette perspective, qui inscrivent dès l'origine des fractures dans l'existence de l'Etat-nation. Fractures dont la visibilité s'est considérablement accrue en réponse aux transformations sociales et aux mobilisations identitaires des dernières décennies. Quatre fractures, au moins, méritent une mention particulière :

- Contrairement au présupposé implicite d'une certaine sociologie fonctionnaliste, les institutions ne produisent pas par leur simple existence le sens qui les stabilise et les rend légitimes.
- Contrairement à l'idée nationaliste dans ses formes traditionnelles, l'uniformisation culturelle d'une société ne garantit pas qu'émerge en son sein une identité commune.
- L'égalité est plus complexe qu'il n'y paraît. Si la citoyenneté se prête aisément à une interprétation binaire (on est, ou on n'est pas, citoyen d'un Etat, et donc tous les citoyens sont, en tant que tels, égaux), en réalité, les différentes dimensions de l'égalité (de statut, de droits, de conditions) se superposent et se croisent de manière complexe.

- Enfin, l'idée d'une co-construction non-problématique de l'Etat, de la nation et de la société suppose une clôture, notamment géographique, qui en réalité n'existe pas. L'immigration et les différents aspects de la mondialisation témoignent très clairement de cette absence de clôture.

Au cœur de toutes ces fractures, se trouve précisément l'interrogation de la citoyenneté. De cette interrogation émerge, entre autres, l'idée d'une citoyenneté qui pourrait être globale (ou mondiale), échappant donc à la clôture insaisissable de la modernité politique. Mais une telle citoyenneté est soumise à son tour à la limite évidente que le monde n'est ni une société, ni un Etat, ni une nation.

Dans les termes de cette analyse, il y a deux grandes manières de penser la paix. La première, et peut-être la plus influente, consiste à réduire et à dépasser les fractures. Il est peut-être plus fécond d'adopter une approche inverse : d'envisager la paix comme, précisément, acceptation des fractures comme expression normale et nécessaire de la vie collective. La citoyenneté, dans sa complexité, est justement le lieu de ces fractures : elle est, si l'on renonce au rêve de son uniformité et de sa clôture, ce qui peut enrichir sans homogénéiser au sein de sociétés nécessairement diverses.

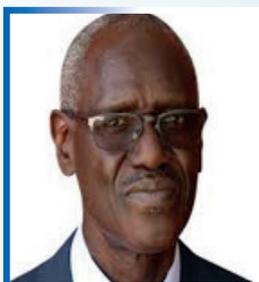
Ce qui ne veut pas dire qu'il faille se contenter de ce qui existe : la citoyenneté a besoin d'être construite là où elle manque ou est imparfaite ou incomplète. Et le socle sur lequel elle peut se bâtir est celui des droits - de leur extension, de leur enrichissement, de leur institutionnalisation - qui permettent de déplacer le regard d'un Etat-nation nécessairement fracturé à un Etat-société par essence pluriel.

L'EAU DANS LA PAIX ET LA RÉSILIENCE

M. ABDOULAYE SÈNE

Secrétaire Exécutif du 9e Sommet Mondial de l'Eau

« Dakar 2021 »



" Dans plusieurs conflits, même si l'eau n'est pas la principale raison déclarée, son contrôle n'en constitue pas moins un enjeu important pouvant les attiser. Dans d'autres situations, l'eau est tout simplement utilisée comme arme pour exercer la pression sur des populations vulnérables. "

Mesdames, Messieurs les organisateurs du Webinaire ;

Chers participants,

Chers invités,

Je voudrais tout d'abord féliciter et remercier l'ICESCO pour son aimable invitation à ce Panel sur « **Explorer les Dynamiques de la Construction de la Paix** ».

Je me réjouis par la Grace de Dieu, de pouvoir y apporter une contribution sur le sujet relatif à « **L'Eau dans la Paix et la Résilience** », une thématique qui s'aligne parfaitement avec les orientations majeures du 9ème Forum mondial de l'Eau que le Sénégal et le Conseil mondial de l'Eau organiseront prochainement à Dakar, sous le thème de la « **Sécurité de l'eau pour la paix et le développement** ».

➤ **L'eau : un instrument au service de la paix et du développement durable**

Comme vous le savez, l'accès à l'eau est essentiel à la réalisation de tous les droits humains, au développement socio-économique, à la santé, à la construction de la paix et de la résilience, tant à l'échelle des pays, qu'à l'échelle internationale.

L'eau joue un rôle clé dans la causalité, la transmission et la prévention de nombreuses maladies, tout en étant essentielle à la santé et au maintien des écosystèmes qui fournissent notre alimentation ainsi que d'autres biens et services essentiels.

L'actualité de la pandémie de la COVID-19 a mis à nu les carences dans les politiques d'accès à l'eau et à l'hygiène, notamment dans les pays en développement, où la faiblesse des systèmes d'approvisionnement en eau et d'accès aux services sociaux de base remet en cause toutes stratégies de prévention, d'adaptation et de résilience. Cette pandémie nous rappelle également le long chemin qui nous sépare encore de l'atteinte de l'accès universel à l'eau, une des cibles majeures des ODD, en 2030.

Dans plusieurs régions du monde, le Sahel en particulier, les crises liées à l'eau exacerbées, par la croissance démographique, les conflits armés et les changements climatiques, accentuent les inégalités, l'insécurité et les hydro-conflits entre communautés.

L'amélioration de l'accès à l'eau devient ainsi une priorité impérieuse pour renforcer la résilience des populations, la sécurité alimentaire et stabiliser le Sahel où la montée de l'extrémisme violent, pose des défis sécuritaires, de paix et de développement. Ainsi le G5 Sahel a adopté une Stratégie qui repose sur un Programme d'Investissements Prioritaires qui vise notamment à réduire les vulnérabilités à travers un meilleur accès à l'eau.

➤ **La diplomatie de l'eau : un instrument au service de la paix et du développement durable**

Élément fondamental pour la résilience des sociétés, et des écosystèmes, l'eau est également vitale pour la sécurité globale de la planète. En effet, l'insuffisance d'instruments politiques et

de cadres formels de coopération pour la gestion de ressources hydriques en partage entre plusieurs États, est source de conflits potentiels dans de nombreuses régions du monde, comme dans le bassin du Nil et dans le Proche-Orient.

La diplomatie de l'eau s'impose aujourd'hui comme un instrument privilégié pour garantir la sécurité de l'eau, la paix entre pays riverains de bassins partagés et pour la gestion efficace des eaux transfrontières, qui doivent être un vecteur de coopération et non de conflit.

A ce titre, fort de son expérience en matière de coopération transfrontalière, le Sénégal a lancé le premier débat formel sur le triptyque « **Eau, Paix et Sécurité** » au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), en novembre 2016.

La « **Coopération** » apparaît assurément, comme la voie du salut pour la gestion durable des ressources en eau partagées ; bien que 158 des 263 cours d'eau internationaux partagés ne disposent toujours pas de cadre de coopération bien établie.

Il s'y ajoute, selon de nombreux spécialistes, que l'accès inégal à l'eau, la pénurie d'eau et des structures de gestion insuffisantes pourraient être la cause principale des conflits interétatiques et régionaux de demain.

Déjà, dans plusieurs conflits, même si l'eau n'est pas la principale raison déclarée, son contrôle n'en constitue pas moins un enjeu important pouvant les attiser. Dans d'autres situations, l'eau est tout simplement utilisée comme arme pour exercer la pression sur des populations vulnérables.

Il faut relever à cet égard, que la construction de nouveaux barrages en Afrique de l'Ouest ou du centre, à cause du morcellement politique de la région va nécessiter des négociations serrées et engendrer des tensions autour du partage de l'eau, du fait aussi des considérations environnementales importantes à prendre en compte.

La situation est délicate pour le fleuve Niger qui compte dix pays riverains, mais elle est aussi complexe ailleurs en Afrique, notamment autour de la gestion des eaux du Nil entre pays situés en Amont et en Aval, ou autour du Lac Tchad.



La question de l'eau reste assurément au cœur de l'agenda de la paix et du développement.

Dans le cadre du renforcement de sa volonté politique à promouvoir la coopération et l'hydro-diplomatie et dans une perspective de diplomatie préventive, le Sénégal a adhéré à la Convention des Nations Unies sur l'Eau de 1992. Il a lancé la mise en place du Pôle de l'Eau de Dakar qui va participer à concrétiser les recommandations du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. Le Sénégal a engagé aussi, avec plusieurs institutions financières, l'opérationnalisation d'un Fonds Bleu, un mécanisme de financement innovant, afin de renforcer la coopération et de promouvoir la construction d'infrastructures d'intérêt commun de mise en valeur des ressources en eau partagées, et l'accès universel à l'eau.

➤ **Les bassins partagés : des corridors de résilience, de paix et de co-développement**

Les bassins partagés apparaissent comme des lieux privilégiés pour bâtir des économies solidaires et résilientes.

Dans le Sahel, les conditions climatiques sont marquées par une grande variabilité spatiale et temporelle, avec des dérèglements chroniques et catastrophiques qui ont poussé les Etats riverains du fleuve Sénégal à mettre en place, en 1972, l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS).

Aujourd'hui, l'exemple réussi de l'OMVS est assez emblématique. Il a permis de bâtir, grâce à la réalisation d'activités autour du Nexus Eau-Energie-Agriculture, des infrastructures et des programmes structurels d'envergure qui contribuent au renforcement de la résilience des systèmes de production des quatre Etats membres.

➤ **Le 9^{ème} Forum mondial de l'eau pour une meilleure prise en charge de l'eau dans le monde post COVID-19**

C'est au regard de ses acquis, de son leadership dans le domaine de l'eau et de la diplomatie de l'eau que le Sénégal a été choisi pour abriter en 2021, le 9^{ème} Forum mondial de l'Eau.

L'organisation du 9^{ème} Forum dans la période post-COVID-19 offre l'occasion de repenser la manière d'aborder les enjeux vitaux de l'eau, dans le cadre du grand chantier de la relance et de la résilience de l'économie post COVID-19, où l'eau occupera assurément une place importante.

Facteur clé de résilience et de paix, la sécurité de l'eau sera au cœur du cadre d'action du 9ème Forum mondial de l'eau, dont les composantes s'articulent :

- Premièrement, autour d'un processus inclusif, décloisonné et multi-acteurs, avec l'ensemble des parties prenantes qui vont intervenir dans les groupes de travail structurés autour des quatre priorités : « Sécurité de l'Eau et de l'Assainissement », « Coopération », « Eau et développement rural » et « Outils et moyens ».
- Deuxièmement autour d'un Sommet des Chefs d'Etat, de Gouvernement et des grandes institutions internationales, pour lancer un message politique historique, en vue de catalyser les actions notamment, pour la réalisation rapide de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement.
- Troisièmement, autour de la mise en œuvre de « l'Initiative Dakar 2021 » qui vise, durant la phase préparatoire, à sélectionner des projets pertinents, innovants, reproductibles, produisant des résultats à court terme, à impact durable autour des priorités du Forum.

La pandémie de la COVID-19 conforte l'urgence de mobiliser la communauté internationale dans toute sa diversité et à tous les niveaux, pour faire du Forum mondial de « Dakar 2021 », un Forum efficace (aux plans social, politique, économique), un Forum catalyseur de l'action pour les engagements continentaux et mondiaux sur l'eau et l'assainissement.

Je voudrais terminer mon propos, en vous invitant tous à joindre les efforts en cours pour faire de « **Dakar 2021** » un Forum mondial de l'Eau historique, un Forum de réponses tangibles pour les populations des différentes régions du monde, afin que la sécurité de l'eau pour la paix et le développement soit assurée partout et pour tous, pour aujourd'hui et pour demain.

Merci de votre attention.



LES DEFIS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LES ZONES DE CONFLIT : LA FAIM INSTRUMENTALISEE

M. MAMADOU DIOP

Représentant Régional Action Contre la Faim (ACF),
pour l'Afrique de l'Ouest

”



” Il est donc important de noter que dans notre région, l'une des principales causes d'insécurité alimentaire reste les conflits. Si nous superposons les zones de conflits avec les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire dans la région, nous voyons nettement l'impact des conflits sur la population. ”

La sécurité alimentaire intègre plusieurs dimensions :

- Accès (capacité de produire sa propre alimentation et donc de disposer des moyens de le faire, ou capacité d'acheter sa nourriture et donc de disposer d'un pouvoir d'achat suffisant pour le faire) ;
- Disponibilité (quantités suffisantes d'aliments, qu'ils proviennent de la production intérieure, de stocks, d'importations ou d'aides) ;
- Qualité (des aliments et des régimes alimentaires des points de vue nutritionnel, sanitaire, mais aussi sociaux-culturels) ;
- Stabilité (des capacités d'accès et donc des prix et du pouvoir d'achat, des disponibilités et de la qualité des aliments et des régimes alimentaires).

Lorsque nous sommes dans une situation de crise, ces dimensions se retrouvent de facto mises à mal et surtout peuvent rapidement se transformer en instrument de contrôle et de pression sur les



populations déjà fragilisées par le contexte. Vous conviendrez avec moi qu'il est très difficile de maintenir un équilibre de ces quatre dimensions pendant que le réflexe qui prime durant ces périodes est la survie. Cette stratégie d'instrumentalisation n'est pas du tout nouvelle, et de tout temps, elle a été et sera toujours utilisée durant les conflits. Les populations n'ont pas trop de choix, il s'agira pour elles soit, de fuir la zone de conflit soit rester et s'adapter. Ce que nous avons vu dans le cas du Nord Mali, où les populations sont allées vers la seule alternative qu'elles avaient et qui était de s'enrôler dans les groupes armés qui proposaient un salaire et une sécurité.

Il est donc important de noter que dans notre région, l'une des principales causes d'insécurité alimentaire reste les conflits. Si nous superposons les zones de conflits avec les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire dans la région, nous voyons nettement l'impact des conflits sur la population.

Avant la COVID-19, notre inquiétude tournait autour de la région des trois frontières avec une possible expansion vers le Nord Bénin et Nord Togo, la Zone du bassin du Lac Tchad et enfin le Cameroun qui a la particularité d'être l'un des rares pays à prendre de plein fouet plusieurs causes de l'insécurité alimentaire (les déplacés de la Centrafrique à l'est, la crise anglophone à l'ouest, Boko Haram et sécheresse à l'extrême nord en j'en passe...). Force est de constater qu'avec la COVID-19 aucun de ces facteurs n'est en « confinement », bien que des stratégies d'adaptation aient été extraordinairement mises en place par les populations, nous nous inquiétons encore plus de l'impact de second niveau de la pandémie qui va venir compliquer davantage la situation des populations déjà très fragilisées par les conflits. Mais là n'est pas la question du jour.

Maintenant, essayons de faire un autre parallèle. Si nous analysons en profondeur les causes des conflits dans la région, nous tournons souvent autour des mêmes sujets : agriculteurs contre éleveurs pour le contrôle des ressources, théologie ou politique qui cacheraient une volonté de contrôle des territoires et donc des ressources etc. Il faut dire que si nous avons la main sur les terres, nous contrôlons une partie des sources d'alimentation des populations, l'autre partie reste les marchés qui sont plus facilement contrôlables. Je vais donner ici l'exemple de l'impact des mesures qui ont été

mises en place dans la lutte contre la COVID-19, comme c'est un sujet d'actualité, pour illustrer mes propos (non pas pour juger ces mesures mais pour démontrer l'impact sur l'accès à l'alimentation, en quantité et qualité suffisante des populations, lorsque des mesures toutes simples sont mises en place).

Parmi les mesures que plusieurs pays ont prises, il y'a la fermeture des marchés, l'interdiction des transports interurbains et les déplacements inter-états (ici il faut rappeler que les transports de marchandises sont autorisés, mais très peu de personnes ont les moyens de faire transporter leurs marchandises d'une ville à une autre, si ce n'est les plus solides et organisés parmi les opérateurs économiques). Nous avons tout de suite constaté une hausse des denrées de première nécessité ; ensuite des pertes de revenus ont été relevées surtout parmi les ménages agropastoraux. En effet, lorsque l'agriculture et l'élevage familial permettaient aux ménages de commercer au niveau des petits marchés ou d'acheminer leur marchandise au niveau des marchés hebdomadaires, avec la fermeture des marchés et les restrictions de déplacement, cela n'a plus été possible pour ces ménages, impactant ainsi, leurs sources de revenu. Nous avons aussi parfois constaté, pour les agriculteurs, la détérioration de leurs produits par manque de capacité de stockage et de transport et une dégradation des termes des échanges pour les éleveurs et les consommateurs, avec une augmentation ou une chute drastique des prix du bétail, selon la région de provenance ou d'accueil.

En bref, le lien est très vite établi, vu que nous retrouvons les mêmes particularités dans les zones de conflit, provoquant ainsi des situations instables et précaires pour les populations les plus vulnérables.

Nous avons vu aussi ces situations engendrer d'autres conflits, complexifiant ainsi leurs résolutions au niveau communautaire. Par exemple, le bétail ne pouvant pas être dans les camps des réfugiés ou de déplacés, leurs propriétaires ont trouvé le moyen de les faire venir et de les garder autour des camps, exerçant ainsi une pression sur les ressources de la zone hôte. Vous devinez alors aisément les conséquences et les risques de conflits.



En définitive, la sécurité alimentaire est étroitement liée aux conflits. L'alimentation constitue un terrible instrument de pouvoir et joue un rôle essentiel dans les conflits. D'ailleurs c'est pour cela que nous parlons souvent de l'instrumentalisation de l'aide alimentaire à des fins politiques par les différents protagonistes des conflits. Nous assistons à des distributions massives de vivres dans le but, entre autres, de rallier les populations à leurs causes.

Le nombre de conflits ayant considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, en particulier dans les pays déjà confrontés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Il n'est pas surprenant que l'ampleur de la faim liée aux conflits ait également augmenté. Il est maintenant largement reconnu que les conflits et la faim s'alimentent mutuellement dans un cercle vicieux. D'une part, les causes profondes de la faim (pauvreté, inégalité, déplacements forcés, changement climatique, manque d'accès aux ressources écosystémiques, etc.) sont les principaux facteurs qui créent des conditions propices au déclenchement ou à l'extension d'un conflit. Les régions du Sahel et du bassin du lac Tchad sont une illustration de ce cercle vicieux.

Une population sereine avec un accès équitable aux ressources et service de base, peut avoir la capacité de mener une réflexion politique et aborder clairement son avenir, alors qu'une population opprimée n'a pas le temps à la réflexion et ne pense qu'au moyen de prendre en charge ses besoins immédiats. Raison pour laquelle, pour nous, il est impératif d'intégrer dans nos programmes d'assistance alimentaire des activités de cohésion sociale afin de garantir une pérennité de nos actions.

ROLE OF RELIGION IN PEACEBUILDING AND SOCIAL COHESION

MR. MOHAMED IRSHAD

Nominated Member of Parliament
Founder & President, Roses of Peace (Singapore)



"We believe is the underlying construct behind the religious harmony is that this is a shared commitment to build a home together. It is a home built on the ideals of multi-racialism and multi-religious society, where everyone has the freedom to choose and practice his or her religion, provided the same freedom is afforded to others."

Thank you so much for the kind introduction. (I am) really happy to be part of this wonderful webinar series and I would like to express my thanks and appreciation to ICESCO for putting this together. I think the entire "Societies We Want" initiative is a timely opportunity for us to reflect and re-imagine our future to build a world that is healthy, peaceful, purposeful, inclusive, resilient and sustainable.

Today we are living in times of crises. The COVID-19 pandemic is the latest among a long list of crises that have hit the world in our globalization era, it reveals our fragilities and the urgent need to rethink our societies to take action and embark on a deep transformational process of our societies.

Whether at the social level, with the rise of inequalities and poverty; the multiple challenges to peace and security; at the economic level with the financial crisis and widespread economic downturn; at the environmental level with climate change; or at the health level with the

recurring outbreaks including COVID-19 and previously with SARS and Ebola, I think our societies are undoubtedly at a critical juncture.

Throughout the history of humanity, crises have always represented critical junctures allowing us to take the path of innovation and positive transformation that contributed to building a resilient society and to make our societies better.

Today, the topic that was given was on the “Role of Religion in Peace-Building & Social Cohesion” and I wanted to focus on the transformational journey of Singapore. The Singapore story as many have heard, possibly is a very unique one. It is a country which has been ranked by the Pew Research Centre as the religiously most diverse country in the world. So, you have many religions here, all of them are co-existing peacefully, in harmony and people are able to interact with each other in a very brotherly manner.

What I believe is that today the world around us has evolved and changed vastly. The world is at far more risk of polarizing forces that divide rather than unite people. Globalization has increased our connectedness with foreign cultures and communities. Social media has transformed how we communicate. Hate speech and violence in the name of personal beliefs and faiths are on the rise. We are facing heightening polarization of views. More than ever, in the context of religion, in peace building and social cohesion, we have to recognize that our social harmony is fragile and precious. Hence, we must constantly strive to protect and strengthen it.

When you take religion, religions across the world is very diverse. However, in Singapore, we recognize that it is fundamental to our survival, prosperity and our identity to ensure religious harmony. But more than that, it is a testament to how we have succeeded in making our diversity a strength. Our diversity is not a challenge or a weakness. Because of our different cultures, beliefs and practices, each of us is able to bring something special and make a unique contribution to the Singapore story. We have woven a beautiful tapestry from many different colored strands, and it is what defines us as Singaporeans - a key to our identity.

Ultimately, what we believe is the underlying construct behind the religious harmony is that this is a shared commitment to build a home together. It is a home built on the ideals of multi-racialism and multi-religious society, where everyone has the freedom to choose and practice his or her religion, provided the same freedom is afforded to others.

In Singapore it is interesting to note that the state is secular but our society is multi-religious and our Constitution allows every person to profess, practice and propagate their religion. Many religions share common values in serving humanity, such as care, consideration, and contribution to our fellow man. In the social sector, faith-based organizations have long played a key role in providing educational and social services to the vulnerable and disenfranchised.

Where am I getting at in sharing about the Singapore story?

Singapore when it began, before independence, you have to understand that the immigrant forefathers who first arrived in the 1820s, they naturally formed enclaves based on where they came from or the language they spoke or which religion they professed. These enclaves were further entrenched by our colonial rulers who divided Singapore into ethnic residential areas. In the years leading up to our independence in 1965, we were fraught with many challenges that threatened to tear our society apart. The social bonds formed amongst the people at that time were fragile; the slightest provocation or tension could incite violent conflict and even today we learn about the painful lessons of the various racial riots that happened in Singapore in 1950 and the 1964.

However, we managed to overcome these challenges and nurtured a sense of community and belief in a common destiny, by choosing to build a nation based on justice and equality for all. A nation where you and I are co-equals as citizens. As the late Mr Lee Kuan Yew, the founding Prime Minister of Singapore, said, "Everybody will have his place: equal; religion, language and culture".

The strong community relations we enjoy today arose neither by accident nor by the laws of nature. We strove to enable every community to have its own space to practice its religion, culture and customs. At the same time, we sought to maximize our common space so that Singaporeans can live, work and play side by side in mutual respect, sharing common experiences, and growing a sense of shared identity.

In Singapore when faced with a crisis that threatens religious harmony, what we did was, instead of succumbing to the crisis, we got together the religious leaders across the various religions and have them (engage via) various platforms to interact with each other, talk to each other, to share stories with each other about the various practices etc. and then to encourage the members of the various religion to come together and to foster that understanding.



I think what we are lacking today unfortunately is (unity). Forging a united people needs more than just the absence of denigration and discrimination, and more than law enforcement. While law enforcement can arguably remove hatred, it cannot fill the void with respect and empathy. A strong cohesive society starts from tolerance, and over time, moves to accommodation. From accommodation, we progress to an appreciation of commonalities and differences. Finally, friendships built on goodwill, trust and confidence in one another – this will form and must form! It is a process that requires continued effort. And it has been an active effort on the part of the Singaporean Government and society. I think this is a story which was showcased to the world as part of last year's International Conference on Cohesive Society (ICCS) which was led by President Mdm Halimah Yacob of Singapore where we showcased to the world that religious harmony is not an ideal that is not attainable and that Singapore has achieved and it is continuously striving to upkeep and to share with the rest of the world how it's done.

Religions have huge potential (a) to rally people together for goodness, (b) to look beyond just the religious issues, (c) to be an important node of serving the vulnerable amongst us, (d) to bring the social service to the people and (e) to be able to give the youth and the people of the religion a platform for them to do social good in the community. I think what we need to do is to have more platforms where we talk to each other, where we converse with each other to understand, foster the understanding and appreciation of each other's religion and to continue to appreciate how different cultures and religions make the world a richer and more vibrant place to live in.

By fostering deep understanding of our various religious heritage and cultural heritage anchored on our shared history, we are able to exemplify and showcase to the rest of the world how we can promote understanding across differences and focusing on the commonalities. What we need to do, especially in times like these with COVID-19, we have to build strong bonds and strengthen that bonds going against the tide of what you are witnessing around the world with xenophobia, with Islamophobia, with lots of hate against religious groups etc.

I think this is an opportunity to showcase our religious leadership through the crisis. One may be tempted to blame the pandemic for the disruption it has brought to our lives. But it has also presented us with an opportunity to practise our religions in new and creative ways. In fact, as Pope Francis said, "Embracing his cross means finding the courage to embrace all the hardships of the present time... It means finding the courage to create spaces where everyone can recognize that they are called, and to allow new forms of hospitality, fraternity and solidarity."

Pope Francis is not the only religious leader to come out and say such a thing. We have communities and religious leaders across the board, around the world coming together, to rally their people together to overcome this crisis we are facing. Around the world, religious leaders have issued guidance to their communities on how religious practices can be adapted to the COVID-19 situation. For example, religious leaders have taken to media, email and radio to conduct daily prayers and worship and to mobilize volunteers to serve the elderly and at-risk communities.

I understand it has been difficult for religious communities to make these adjustments. However, as some of you might have realized over the weekend when we celebrated Eid-ul-Fitr across the world that it is important in times like this that we have to stay united and to make use of technology and use whatever means to bridge that divide amongst us and to bring people together and to stand against Islamophobia, extremism and xenophobia around the world.

We want to make sure that some groups are not exploiting the fears surrounding the disease to scapegoat and attack specific communities. We have to put a stop to these divisive forces and religious leaders can play a crucial role in peacebuilding and ensuring that the social cohesion is kept and strengthened in times of these crises.

In fact, I would like to conclude by commending your effort through the “Societies We Want” initiative and commend the work that ICESCO is doing. It is a timely reminder that we must continue to strengthen the bonds amongst our people of different faiths so that we can live in harmony and to build a society that is together and united. In fact, I encourage all our religious leaders around the world to continue to give comfort and hope to our people in these challenging times. The fight against COVID-19 is likely to be a long one. But with your help, we will prevail, and emerge stronger from this crisis.

So my message is, “Stay home, stay healthy and stay safe”.

Thank you.



PROMOUVOIR UNE APPROCHE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNE DE LA SECURITE

DR NIAGALÉ BAGAYOKO

Présidente de l'African Security Sector Network



"**S**eule la prise en compte de ces quatre défis indissociables [performance opérationnelle, gouvernance démocratique, respect des droits de l'Homme et développement] est susceptible de contribuer à la diffusion d'une conception démocratique et citoyenne de la sécurité la mieux à même de contribuer à la fois à la sécurité des populations mais aussi des institutions des Etats eux-mêmes. ▮▮

Le rôle des appareils de défense et de sécurité est absolument crucial dans l'édification de sociétés pacifiques et résilientes. Longtemps considérées comme exclusivement vouée à la défense de l'Etat, voire de manière dévoyée dans certains pays comme exclusivement relative à la protection de la personne même des dirigeants, la sécurité a été conçue de manière croissante, depuis l'apparition du concept de « sécurité humaine », comme également dévolue à la protection des personnes ainsi que de leurs biens.

Il apparaît cependant que les implications d'une telle évolution conceptuelle n'ont pas toujours été prises en considération dans la mise en œuvre des nombreux programmes dits de « **réformes des systèmes de sécurité** » (RSS) engagés sur le continent africain depuis une quinzaine d'années.

Afin que les nombreux efforts consentis en matière de RSS aussi bien par les Etats africains que par leurs partenaires internationaux, les forces de défense et de sécurité (FDS) seront amenées à relever quatre types de défis :

Le premier défi est d'ordre opérationnel et a trait à la performance même des FDS. De nombreux programmes sont voués à la restructuration et à l'entraînement des forces. Le professionnalisme des forces de défense et de sécurité qu'il s'agit ainsi de renforcer devrait cependant être entendu selon une acception large du terme, qui inclut aussi bien l'efficacité et l'impact sur le terrain que le respect des principes de discipline, d'impartialité, d'unité, d'intégrité et d'égalité : l'éthique et la morale doivent ainsi guider l'exécution des missions pour leur assurer le plus grand impact possible dans la lutte contre les ennemis combattus.

Le deuxième défi est d'ordre normatif et a trait à la gouvernance démocratique des systèmes de sécurité qui vise d'une part, le renforcement du contrôle externe exercé à la fois par les autorités démocratiquement désignées (Parlement), les institutions de l'Etat de droit (Médiateur de la République, Vérificateur général, ...) et les organisations de la société civile et les médias, et d'autre part, le renforcement du contrôle interne aux forces de défense et de sécurité, exercé par le biais des inspections générales, des mécanismes disciplinaires et des procédures de sanction.

Le troisième défi renvoie à l'indispensable respect des droits de l'Homme, de la dignité et des droits fondamentaux des populations que les forces de défense et de sécurité ont pour mission de protéger au même titre que les institutions et l'intégrité de l'Etat. Le lien entre opérationnalité et respect des droits de l'Homme est, jusqu'à ce jour, demeuré trop souvent négligé ou a été appréhendé de manière réductrice comme une simple dimension de la gouvernance démocratique. Il convient désormais de considérer que ce volet « Droits de l'Homme » doit constituer une dimension essentielle et à part entière des processus RSS, dans lesquels notamment les Commissions nationale des droits de l'Homme/droits humains devraient jouer un rôle majeur. Aujourd'hui, les graves agissements de certaines unités des FDS sont de nature à jeter le discrédit sur l'ensemble des institutions militaires et de sécurité en remettant en cause la légitimité dont elles peuvent se prévaloir tout comme l'indéniable vaillance dont font preuve soldats et officiers dans la gestion de certaines crises. Les dérapages constatés sont ainsi susceptibles de compromettre les succès remportés par les FDS. Il apparaît également urgent d'aller au-delà du seul enseignement du Droit International Humanitaire (DIH) dont l'apprentissage est volontiers brandi par les plus hautes autorités comme un rempart contre les éventuels errements des FDS. Il semble ainsi urgent d'assortir de telles formations de modules spécifiquement dédiés aux droits de l'Homme en tant que tels et de dispenser ces curricula complets à tous les niveaux hiérarchiques, y compris jusqu'aux plus bas échelons. Une meilleure connaissance des

spécificités de chaque environnement local pourrait également permettre d'éviter certains amalgames qui semblent avoir conduit les FDS de la zone des trois frontières à cibler particulièrement les membres de certaines communautés. Par ailleurs, la judiciarisation des théâtres d'opérations se doit d'être accrue : les efforts consentis pour renforcer les capacités militaires devraient être assortis d'un effort comparable pour renforcer les moyens de la chaîne pénale, dont le rôle est tout aussi central pour lutter contre le type de violence, d'insécurité et de criminalité qui frappe aujourd'hui certaines régions du continent africain.

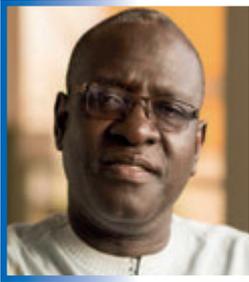
Le quatrième défi enfin est relatif au développement et doit permettre de mieux prendre en considération la condition sociale des personnels des forces de défense et de sécurité maliennes. Les sacrifices consentis par les FDS méritent en effet d'être davantage reconnus et rétribués, notamment à travers des politiques sociales vouées à leur assurer un niveau de vie décent, à prendre en charge leurs familles en cas de blessures ou de décès, et à leur garantir une retraite correcte à la fin de leurs années de services

Seule la prise en compte de ces quatre défis indissociables est susceptible de contribuer à la diffusion d'une conception démocratique et citoyenne de la sécurité la mieux à même de contribuer à la fois à la sécurité des populations mais aussi des institutions des Etats eux-mêmes.

CRISES ET CONFLITS AU SAHEL : POUR UNE VALORISATION DES RESILIENCES COMMUNAUTAIRES

DR. BAKARY SAMBE

Directeur du Timbuktu Institute-African Center
for Peace Studies (Niamey)



« Aussi bien la résolution des conflits que le renforcement de la résilience demandent aujourd'hui un changement de paradigmes mettant en avant les capacités des populations et des acteurs locaux à élaborer des réponses innovantes pourvu que l'on prenne la peine de les questionner en les impliquant dès les phases de conception. »

Il est vrai que résilience est un paradigme relativement nouveau apparu ces dernières années dans le lexique et le discours des praticiens du développement comme des documents stratégiques des organisations régionales et internationales. Elle est communément définie¹ comme la : « capacité à absorber une perturbation, à se réorganiser, et à continuer de fonctionner de la même manière qu'avant » ou encore celle « d'un individu à résister psychologiquement aux épreuves de la vie »². La même définition est donnée en psychologie selon laquelle : « La résilience est la capacité pour un individu à faire face à une situation difficile ou génératrice de stress³ ou comme la capacité de résistance d'un corps ou d'un matériau à un choc ou à une déformation.»⁴.

¹ Lien du dictionnaire en ligne le parisien qui donne deux sens à la résilience ; nous avons choisi le deuxième sens. <http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/r%C3%A9silience/fr-fr/>

² *Idem.*

³ Dictionnaires Psychologies, accessible au lien <http://www.psychologies.com/Dico-Psycho/Resilience>

⁴ Guy Koninckx, Gilles Teneau, *La résilience : un nouveau concept, Dans Résilience organisationnelle (2010), p. 20*



Si d'après de nombreuses études, l'extrémisme violent et les différents conflits qui minent la région du Sahel sont, en grande partie, la résultante de dysfonctionnements politiques et socioéconomiques⁵, la résilience repose, du moins partiellement, sur un processus d'amélioration des conditions de vie des populations afin de réduire leur vulnérabilité face à de tels fléaux tout en leur permettant de mieux résister ou survivre aux effets de ce même phénomène.

A cet effet, différents documents de travail, actions et initiatives émanant d'organisations d'échelons divers s'intéressent, aujourd'hui, au concept de résilience en le rattachant au terrorisme et aux différents conflits et crises. Une telle approche aujourd'hui bien en vogue part du constat qu'une bonne partie des communautés, en plus d'être confrontée au problème du chômage, du sous-développement et de l'exclusion des processus politiques, devient de plus en plus vulnérable aux crises récurrentes.

Cependant cette question de la résilience mériterait d'être analysée sous plusieurs angles embrassant les dimensions liées à la gouvernance, aux causes sous-jacentes d'instabilité mais aussi à la nécessité d'une approche holistique et plus inclusive.

➤ **Entre défis de la gouvernance et causes sous-jacentes des instabilités**

Il est vrai qu'aujourd'hui, le défi non encore relevé d'une gouvernance inclusive et efficace, les déficits de capacités adéquates en matière de sécurité tant sur le plan national que régional afin de lutter contre les menaces transfrontalières, ainsi que les insuffisances notées dans l'action humanitaire et de développement sont considérés comme autant de facteurs de vulnérabilité contribuant à rendre certaines populations du Sahel sensibles aux discours radicaux et à l'exacerbation des conflits communautaires. Du coup, les Etats cumulent à la fois les effets des vulnérabilités socioéconomiques au point d'entrer dans des cycles d'instabilité et de contestations de la part d'acteurs qui bousculent le principe même de souveraineté.

Devant de telles situations, il a souvent été recommandé de promouvoir l'autonomisation des communautés pour mieux lutter contre les facteurs de conflits et d'instabilité par le biais d'un dialogue impliquant les leaders traditionnels et communautaires et les organisations confessionnelles, ainsi que par l'appui à des mécanismes communautaires de prévention et de résolution de conflits⁶. D'où l'urgence d'une nouvelle approche

⁶ Le renforcement du dialogue et de la compréhension entre les civilisations, en vue de prévenir le ciblage inconsidéré des différentes religions et cultures constitue également un objectif majeur de la résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité des Nations Unies (paragraphe 3).

reconnaissant la contribution des différents acteurs dans l'identification et le traitement des causes sous-jacentes du terrorisme et des différents conflits, en mettant en place des mécanismes visant à renforcer la cohésion sociale et à décourager l'émergence et la prolifération des facteurs de radicalisation. Cette approche devrait aider à relever les défis de l'insécurité, contenir les activités criminelles et mettre un frein à l'expansion de l'extrémisme violent au sein des sociétés sahéliennes.

Plusieurs évaluations des facteurs de l'insécurité et de l'extrémisme violent ont déjà été menées dans de nombreux pays du Sahel. Bien que ces évaluations aient identifié et défini de nombreux déterminants et causes sous-jacentes, leurs résultats préliminaires n'ont pas été effectivement traduits en une approche systématique pour traiter globalement les menaces émergentes liées à la radicalisation et l'insécurité dans le Sahel. Les analyses existantes ont été fréquemment menées sous forme d'études pilotes, faisant appel à des méthodologies différentes dans chaque pays, ce qui rend difficile la comparaison entre les pays pour servir de fondement à une stratégie et une approche régionale permettant de faire face aux défis ainsi identifiés.

➤ **De l'urgence d'une approche holistique et inclusive**

On peut faire le constat que dans le Sahel, la communauté internationale a accusé un retard d'au-moins 40 ans par rapport aux réseaux que nos Etats et organisations régionales tentent de combattre. Lors des sécheresses des années 1970, elle n'avait pas anticipé sur les conséquences socioéconomiques de la fragilité des Etats, tellement les pays du Nord étaient surtout préoccupés par la crise financière et pétrolière d'alors. Mais, la conception de solutions top-down a fait qu'on a imposé aux pays du Sahel les politiques d'ajustement structurel qui ont rendu les Etats dépossédés de leurs prérogatives régaliennes encore plus fragiles face à l'émergence de réseaux transnationaux.

Cette absence de vision prospective et de prise en compte de la dimension résilience a conduit à la situation actuelle du Sahel devenu ce terrain avec de plus en plus de foyers de tensions : du Nord du Mali on est passé à l'instabilité du Centre et à la zone des trois frontières du Liptako Gourma sans parler du bassin du Lac Tchad directement lié à la crise du Nord du Nigeria. Aujourd'hui, le Burkina Faso attire toutes les attentions, non pas qu'il constitue une cible finale pour



les groupes terroristes, mais un objectif intermédiaire avant la conquête de l'Afrique côtière.

En l'absence d'une mobilisation africaine et internationale dans cette région dont les économies traditionnelles sont rudement frappées par les effets de l'insécurité, c'est le « verrou » burkinabè qui risque de sauter avec un débordement vers des épicentres qui sur l'Afrique côtière.

De ce point de vue, il y a l'urgence de renforcer les résiliences communautaires au-delà des approches strictement sécuritaires afin d'éviter le grand basculement par la connexion entre le monde de la criminalité transfrontalière au Sahel celui du trafic international de drogue sur les côtes occidentales de l'Afrique.

Sans des efforts coordonnés entre les partenaires internationaux et les Etats de la région, on risque de voir émerger un nouvel arc de crises qui est en train de se dessiner sur fonds de conflits intercommunautaires de l'est du Burkina Faso (Province de la Kompienga) au plateau nigérian. C'est tout l'intérêt de l'initiative de l'ICESCO mettant en avant des stratégies de résilience coconstruites et en anticipant sur les fragilités nées des crises comme la COVID-19.

Seule une telle approche pourrait faire sortir aujourd'hui de ce hiatus entre la conception internationale de la crise sahéenne et les perceptions locales, rendant difficile l'adhésion des populations aux politiques de développement et aux actions humanitaires.

La démarche initiée dans le cadre de « Societies We Want » exprime dès la conception une volonté de co-construction et une valorisation des stratégies endogènes. L'une des principales leçons que l'on pourrait tirer de l'exclusion des approches valorisant les ressources de l'anthropologie et d'une sociologie compréhensive partant des référentiels endogènes est qu'elle a souvent abouti à l'inefficacité de certaines politiques de coopérations « in vitro ». Au lieu d'écouter le terrain, les partenaires des pays africains qui ont buté sur le rejet de leurs initiatives ont voulu imposer des idées pré-pensées aux objectifs décalés des besoins réels.

Aussi bien la résolution des conflits que le renforcement de la résilience demandent aujourd'hui un changement de paradigmes mettant en avant les capacités des populations et des acteurs locaux à élaborer des réponses innovantes pourvu que l'on prenne la peine de les questionner en les impliquant dès les phases de conception. Ainsi, par leur adhésion - premier facteur de succès de tout projet humanitaire-, de simples « bénéficiaires », ils deviennent de vrais « coopérants » au sens de partenaires de conception avec participation active et constructive au renforcement de la résilience.

BILAN ET PERSPECTIVES : UNE VISION ET UN AGENDA POUR CONSTRUIRE LA PAIX ET LA RESILIENCE AUTOUR DE NOS COMPLEMENTARITES

ALIOUNE NDIAYE

Chef Division Paix, Gouvernance et Citoyenneté,
Direction des Sciences Humaines et Sociales, ICESCO



« L'ICESCO croit profondément à la mise sur pied de synergies fécondes pour la prévention des conflits et la construction de la paix. De ce point de vue, ce webinaire représente le premier pas dans un cadre de coopération à mettre en place et qui permet de concrétiser les complémentarités que ce dialogue a permis de révéler par des projets concrets sur le terrain. »

La rencontre virtuelle tenue dans le cadre de la Série de webinaires « Les Sociétés Que Nous Voulons » dont le thème était « Paix, Citoyenneté et Résilience dans les contextes de crise, de conflit et post-conflit » aura été une occasion de mettre en œuvre la nouvelle vision de l'ICESCO promue par son Directeur général et qui veut faire de l'Organisation un phare de savoir dont le rayonnement illumine le monde islamique et au-delà. Au vu de la qualité des interventions et des expertises que ce webinaire a regroupé, cet objectif a été largement atteint. Il est rare, en effet, qu'autant de perspectives et d'angles de vue soient couverts dans le cadre d'une seule rencontre ou d'une publication sur les questions de paix et de sécurité.

➤ **La paix : Un élément important de la nouvelle vision de l'ICESCO**

La rencontre symbolise aussi l'importance que l'Organisation accorde aux questions de paix, de sécurité et de citoyenneté, dont la meilleure expression est la création de la Division Paix, Citoyenneté et Gouvernance dans la Direction des Sciences Humaines et Sociales.

Dans l'objectif de promouvoir le développement économique et social à travers un capital humain fort, la paix et la sécurité sont une condition essentielle. Cette prééminence ressort bien dans les versets qui relatent la prière du prophète Abraham, lors de la fondation de la cité sainte de la Mecque. La sécurité est le premier vœu qu'il a formulé, bien avant l'attribution de moyens de subsistance symbolisés par les fruits (Sourate 2, V 126), et avant même la préservation de la foi (Sourate 14 V 35). On pourrait en déduire la consécration d'un droit à un environnement de paix et de sécurité comme étant un droit fondamental lié à la sacralité de l'humain, et qui est une condition primordiale à l'exercice de toute activité ou pratique sociale. Cette importance de la Paix en tant que condition nécessaire au développement est aussi bien mise en exergue dans les ODD, notamment avec l'Objectif 16.

➤ Une approche de la paix et de la sécurité qui place l'humain au centre

Notre vision de la paix s'inscrit dans le cadre global qui guide l'action du Secteur et qui place l'humain au cœur de nos préoccupations, de nos activités et programmes. L'humain est en effet le moyen par lequel nous agissons, mais il est aussi la finalité vers laquelle nous tendons.

Il en résulte donc une approche de la Paix et de la sécurité qui repose beaucoup sur la sécurité humaine. Au-delà de la paix et de la sécurité des Etats, il s'agit en réalité d'assurer la paix et la sécurité des humains. Comme le notait Barry Buzan dans son ouvrage fondateur « People, States and Fear » (1983, 1991), l'être humain doit être considéré comme l'objet référent de la sécurité, ce qui revient à prendre en compte les multiples dimensions qui s'imbriquent dans la construction de la paix, et qui vont au-delà de la sécurité vue sous l'angle militaire. L'importance que Barry Buzan accorde à la notion de peur de laquelle on doit libérer l'être humain pour construire la paix et la sécurité trouve une forte résonance dans nos valeurs islamiques. En effet, dans le Coran, l'apparition du terme sécurité est très souvent suivie du terme peur, comme pour souligner le lien entre ces deux notions.

Construire la paix, c'est reconnaître la multiplicité des défis qui assaillent le monde islamique, et au-delà, l'humanité entière, et qui ont pour noms, l'extrémisme violent, le terrorisme, les heurts intercommunautaires, les

guerres civiles, les guerres interétatiques, les conflits transnationaux, etc. Si ces défis présentent des différences, ils ont aussi des similitudes dans leur cause, leur dynamique et leurs mécanismes de résolution qui fondent les deux piliers sur lesquels s'adosse notre vision.

➤ **La recherche pour comprendre la complexité des défis à la paix et pour une meilleure efficacité**

Le premier pilier a trait à la nécessité de comprendre les multiples facteurs qui engendrent et nourrissent la violence et les conflits. Cette démarche qui met l'accent sur la recherche permet de comprendre l'ontologie complexe et ambiguë des conflits et de la violence, comme le montre Stathis N. Kalyvas dans son article « The Ontology of Political Violence » (2003). La recherche permet ainsi de procéder à une « désagrégation analytique » comme y appellent Brubaker et Laitin, dans leur article « Ethnic and nationalist violence » (1998).

L'efficacité de cette démarche procède du fait qu'elle permet de construire durablement la paix en s'attaquant aux causes profondes de la violence et ne pas juste se limiter aux manifestations externes. Les crises dans le Sahel et dans le bassin du Lac Tchad, par exemple, au-delà de leurs manifestations externes qui les rangent dans le cadre de l'extrémisme religieux font intervenir des logiques économiques, démographiques, environnementales et sociologiques pour ne citer que celles-là.

La recherche est aussi un élément important de la résolution des conflits. Elle permet d'identifier ce que l'on appelle dans notre jargon à l'ICESCO, les « Peace makers » et les « Peace breakers », c'est-à-dire les facteurs qui créent la paix et ceux qui en causent la rupture.

Au titre de nos programmes sur la recherche, nous avons l'ouverture d'un Master sur Paix et Intelligence artificielle, la création d'une Chaire sur la paix et la sécurité, le lancement de plusieurs fellowships ainsi que la mise sur pied du réseau de chercheurs et d'experts de l'ICESCO.

➤ **L'éducation à la paix, la formation et le renforcement des capacités : pour une mobilisation par le haut et par le bas**

Le second élément porte sur la nécessité de mettre l'accent sur la prévention pour ne pas en arriver à la résolution. Une telle démarche repose sur l'éducation à la culture de la paix, la formation et le renforcement des capacités des acteurs sociaux tels que les femmes, les jeunes et les leaders religieux qui sont d'importants acteurs du changement au niveau communautaire.

L'Education à la culture de la paix, est un pilier important de nos actions. Il s'agit d'inculquer à un maximum de personnes des attitudes, comportements et façons de penser qui permettent d'en faire des acteurs de paix dans les communautés. Elle passe par l'éducation formelle à travers nos programmes de plaidoyer pour l'intégration des valeurs de tolérance et de paix dans les curricula de formation, mais aussi, par l'éducation non formelle en utilisant tous les espaces de sociabilité pour promouvoir des attitudes favorables à la paix. Les arts et les sports, de par leur capacité à mobiliser la jeunesse et d'autres acteurs sociaux importants, constituent aussi d'importants vecteurs de la paix et de la citoyenneté sur lesquels nous insistons dans le cadre de nos programmes.

La formation et le renforcement des capacités répondent à la nécessité d'allier une mobilisation par le bas, c'est-à-dire au niveau le plus large de la communauté, à une mobilisation par le haut, en créant de véritables leaders pour la paix. Dans ce cadre, le programme LTIPS (Leadership Training in Peace and Security), permettra de former des leaders pour la paix en leur donnant les outils nécessaires pour être les acteurs du changement et les ambassadeurs de la paix dans leurs communautés. Ce programme va capitaliser sur l'expérience et le réseau de notre Centre Régional d'Education à la Culture de la Paix de Yamoussoukro, en plus de faire intervenir des personnalités reconnues pour leur action en faveur de la paix afin d'inspirer et de partager leur expérience avec les futurs leaders.

Les technologies de l'information sont devenues aujourd'hui incontournables et structurent toute activité humaine. C'est pour cela que nous les mettons au cœur de notre action pour la paix à travers la mise sur pied de plateformes numériques d'éducation à la paix.

➤ **Un agenda commun pour la paix construit autour de nos complémentarités**

Le webinaire aura été l'occasion de démontrer la richesse qui peut émerger d'un croisement des perspectives et des points de vue entre différents partenaires et institutions pour mettre en œuvre des synergies créatrices de paix et de sécurité.

Sur le plan des mécanismes de construction et de préservation de la paix, l'importance de l'ordre multilatéral soulignée par Son Excellence M. Adama Dieng, de même que celle de l'éducation et la promotion des droits humains se complètent avec la perspective de M. Maman Sidikou Sambo, Secrétaire permanent du G5 Sahel, qui permet de mettre en lumière l'importance de la coopération régionale à travers le bel exemple que constitue le G5 Sahel. Le rôle de l'éducation, vue au sens large, a été aussi bien mis en lumière par Professeur Abdel Rahamane BABA-MOUSSA, Secrétaire général de la CONFEMEN, notamment à travers la nécessité d'un changement de paradigme pour intégrer l'éducation à la paix et la citoyenneté. Cette perspective de la CONFEMEN est aussi enrichie par celle de l'organisation sœur, la CONFEJES dont le Secrétaire général M. Bouramah ALI HAROUNA a permis de voir le rôle clé du sport dans la construction d'une citoyenneté pour la paix, en impliquant notamment une frange importante : la jeunesse. Cette dernière est d'ailleurs au cœur de l'analyse M. Mabingué Ngom, Directeur Régional du Fonds des Nations Unies pour la Population pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, qui a permis de souligner l'importance du facteur démographique. Au travers de données empiriques, il a mis en lumière l'importance de capturer le dividende démographique pour renforcer la paix et prévenir les conflits, surtout dans un contexte où la population jeune est très importante dans les zones de conflit.

Le riche dialogue initié dans le webinaire a aussi permis de révéler le cercle vertueux que constituent les performances économiques et la construction de la paix, tel qu'il ressort de l'intervention de Dr Emile Kemayou de la Banque africaine de développement, à côté du cercle vicieux que forment l'insécurité alimentaire et les conflits, tel que mis en lumière par M. Mamadou Diop Représentant Régional Action Contre la Faim (ACF), pour l'Afrique de l'Ouest. Un autre cercle vertueux, pourrait-on dire, peut se construire à travers la sécurité de l'eau et la construction de la paix, comme le démontre l'intervention de Monsieur Abdoulaye Sène, Secrétaire Exécutif du 9e Sommet Mondial de l'Eau « Dakar 2021 » au travers du nexus Eau-Energie-Agriculture.

La gouvernance de la sécurité, pilier essentiel de la construction de la paix est aussi apparue comme un des domaines que le dialogue initié dans le webinaire a pu enrichir. Ainsi, Dr Niagalé Bakayoko mettra l'accent sur une approche démocratique et citoyenne de la gouvernance de la sécurité, alors que Dr Bakary Sambe de Timbuktu Insitute mettra l'accent sur l'importance d'une prise en compte des ressources locales et endogènes comme facteur de construction de la résilience.

L'ICESCO croit profondément à la mise sur pied de synergies fécondes pour la prévention des conflits et la construction de la paix. De ce point de vue, ce webinaire représente le premier pas dans un cadre de coopération à mettre en place et qui permet de concrétiser les complémentarités que ce dialogue a permis de révéler par des projets concrets sur le terrain.

La paix peut être symbolisée par cet édifice qui se trouve au sommet d'une montagne et dont l'accès est rendu difficile par l'extrême motivation des soldats qui en assurent la garde et qui ont pour noms, l'ignorance, la pauvreté, la haine, les exclusions et inégalités de toutes sortes. Chacune des institutions et des expertises regroupées dans le cadre du webinaire représente une porte qui permet d'accéder à cet édifice. La synergie qui naîtra de nos actions et de nos perspectives qui s'enrichissent mutuellement permettra de construire des sociétés plus pacifiques et résilientes : les « Sociétés Que Nous Voulons ».

Avenue des FAR- Hay Riyad
B.P. 2275 - C.P.10104 - Rabat - Kingdom of Morocco
Tel. : 212 537 56 60 52 - Fax : 212 537 56 60 12/13
Email : contact@icesco.org

www.icesco.org



[icesco.fr](https://www.facebook.com/icesco.fr)



[@icesco_fr](https://twitter.com/icesco_fr)



[icesco.official](https://www.instagram.com/icesco.official)



[c/icesco](https://www.youtube.com/c/icesco)